

# *l'Anti*capitaliste

N°64 | AVRIL 2015 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



**GRÈCE : LE NŒUD COULANT SE RESSERRE,  
TSIPRAS S'ENFERME... QUELLE ALTERNATIVE ?**



**MAIRIES BRUNES**



**LES « TEMPS MODERNES » À  
L'HÔPITAL**



**HAÏTI, LA RÉVOLTE RÉUSSIE DES  
ESCLAVES**

## EDITORIAL

**Yann Cézard** Encore un cigare, M. Valls ? **P3**

## ACTUALITE

**Bertold du Ryon** Mairies brunes **P4**

**Yann Cézard** Mon hôpital va craquer ! **P6**

**Danièle, S. Bernard**

Les « Temps modernes à l'hôpital » **Témoignage d'une infirmière P7**

**Michèle Sibony**

Pour un front commun de lutte contre l'islamophobie et l'antisémitisme **P9**

## DOSSIER

**Jean-Philippe Divès** Union européenne/Grèce

Le nœud coulant se resserre, Tsipras s'enferme... Quelle alternative ? **P11**

**Henri Wilno** Aux racines de la crise grecque **P15**

**Sotiris Martalis** S'opposer aux concessions à l'austérité **P19**

**Michael Roberts** Grèce : Marx ou Keynes ? **P21**

**Jonathan Neale**

Soyons honnêtes sur ce qui se passe en Grèce **P25**

**Daniel Tanuro** Anticapitalisme ou social-démocratie ?

Nouvelle période, nouveaux partis, vieilles questions **P27**

## REPÈRES

**Régine Vinon** Haïti, la révolte réussie des esclaves **P30**

**Régine Vinon** Guadeloupe, Martinique : des histoires différentes **P33**

## LECTURES

**Ugo Palheta** « Front populaire, révolution manquée », de Daniel Guérin

Démystifier pour espérer à nouveau **P34**

## FOCUS

**Frank Cantaloup**

Pollution de l'air : le capitalisme socialise les pertes... même en vies humaines **P36**

## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

### Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :  
http://www.diffusion.presse@npa2009.org

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

## L'Anticapitaliste

*la revue mensuelle du NPA*

### Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès  
(chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe,  
Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado,  
Henri Wilno

Pour contacter la rédaction:  
contact-revue@npa2009.org

### Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

### Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

### Administration:

01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

### Commission paritaire:

0519 P 11509

### Numéro ISSN:

2269-370X

### Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de  
communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

### Tirage:

3 000 exemplaires

### Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Dans les manifestations féministes du 8 mars 2015 : le cortège des femmes kurdes à Paris.  
Photothèque rouge/JMB.



# Encore un cigare, M. Valls ?

PAR YANN CÉZARD

Ah qu'il était fierot, Valls, le 22 mars au soir, des résultats du premier tour des départementales : « *Les formations républicaines ont tenu leur place (...), le FN n'est pas la première force ce soir. (...) Quand on mobilise les Français ça marche !* » Juste après, il s'allumait même un cigare. Quelle réussite en effet ! Au premier tour, l'abstention, en baisse, a dépassé de même 50 %. En Seine-Saint-Denis, elle était de 63 %, presque le score (65 %) de Hollande au deuxième tour de la présidentielle de 2012. Le PS a subi une nouvelle déroute, 20 % des voix, 28 % avec ses alliés « divers gauche ». Au second tour, la gauche a perdu 28 départements. Le FN est à 25 %, conforte partout son implantation, dépassant les 30 voire les 35 % dans plus d'une vingtaine de départements. Il n'en a certes gagné aucun mais les digues sautent, les grandes gueules racistes se décomplexent, le FN s'affiche tranquillement sur les marchés et devant les entreprises.

Il serait audacieux de projeter des cantonales où la participation est de 45 % sur une présidentielle, encore lointaine, où elle peut atteindre 80 %. Mais une chose est sûre en tout cas : le système politique risque de « turbuler » de plus en plus, à mesure que ce nouveau tripartisme électoral déborde les cadres du bipartisme que la 5<sup>ème</sup> République devait imposer pour toujours.

## « PAS DE SYRIZA À LA FRANÇAISE »

Plus Hollande et Valls se réfugient dans la magie du verbe, plus la réalité apparaît cruelle : la baudruche de « l'union nationale » de l'après Charlie s'est déjà dégonflée. Le duo socialiste ne va pourtant rien changer. Alors, pour garder un espoir de garder quelques régions en décembre prochain, voire de gagner la présidentielle, ils s'accrochent aux vieilles recettes des pouvoirs socialistes aux abois : la peur du FN et le chantage à l'union. Qui passe aussi par un travail de désagrégation de la concurrence. Ainsi le secrétaire national du PS aux élections, Christophe Borgel, se frottait presque les mains dans une conférence de presse : « *Il n'y pas d'alternative, pas de "Syriza à la française" qui peut naître. On va donc pouvoir parler de rassemblement dans des conditions plus sereines...* »

Pourtant le Front de gauche aurait plutôt bien résisté (de 6 à 9 % selon les façons de totaliser des « binômes » à géométrie variable) et le poids électoral d'EELV ne se réduit pas aux 2 % affichés par ses binômes « pur jus ». Mais il est vrai que personne ne flambe électoralement à la gauche du PS. Vrai aussi qu'une grande partie de la « gauche de la gauche » ne sait vraiment plus où elle habite. Montebourg « refait sa vie » comme vice-président... du groupe Habitat.

Les frondeurs s'opposent loyalement. Le Front de gauche est écartelé entre volonté de durcir le ton contre le PS et angoisse de couper les liens électoraux qui garantissent les fauteuils municipaux, départementaux, régionaux... EE-LV est au bord de la scission, entre Duflot qui explore (prudemment) la possibilité d'un rapprochement avec le Front de gauche, Placé et de Rugy qui se verraient bien ministres de Hollande, et la secrétaire nationale Emmanuelle Cosse qui a réussi l'exploit de faire meeting un jour avec Mélenchon, le lendemain avec Valls ! Comment les classes populaires, dont la colère mais aussi le désarroi sont profonds, pourraient-elles prendre au sérieux de tels « opposants » ?

## CE QUI SÉPARE SARKOZY DE MARINE LE PEN

A l'issue de ces élections, on voit déjà se dresser le théâtre de guignol des deux ans à venir, jusqu'à la présidentielle.

Le soir du 22 mars, Sarkozy affirmait : « *Il n'y aura aucun accord local ou national avec les dirigeants du FN. Dans les cantons dans lesquels nos candidats ne sont pas présents au second tour, l'UMP n'appellera pas à voter pour le FN, avec qui nous n'avons rien en commun, ni pour le PS, dont nous ne partageons pas les choix.* » Mais : « *Aux électeurs du FN, je dis que nous entendons leur exaspération. Mais ce parti, qui a le même programme que l'extrême gauche, qui s'est félicité de l'élection de l'extrême gauche en Grèce, n'apportera aucune*



Capture d'écran twitter. DR.

solution aux Français ».

Ainsi ce « rien de commun » entre le FN et la droite... serait le discours anti-austérité, « d'extrême-gauche » (sic !), de Marine Le Pen ! Pas la dénonciation obsessionnelle d'un « communautarisme » arabe ou musulman, la rhétorique du temps des colonies (« *je suis passé de l'idée d'intégration à celle d'assimilation* », dixit Sarkozy), la chasse aux pauvres-qui-ruinent-la-France (« *aucun bénéficiaire de minima sociaux ne doit être dispensé de travailler* »). N'en doutons pas : sur le terrain, dans les mairies et les départements, FN et droite « républicaine » vont rivaliser d'imagination. Qu'inventeront-ils encore en matière de discriminations et de mesquineries vexatoires, après l'interdiction des paraboles aux balcons (le FN à Béziers) et le porc obligatoire à la cantine (l'UMP à Chalon) ? Or cette France du 29 mars, sur laquelle souffle la haine des pauvres et des étrangers, Valls et Hollande ne la combattent pas. Ils en sont largement responsables par leur politique. □

# Mairies brunes

PAR BERTOLD DU RYON

*500 000 personnes vivent dans des communes dirigées par l'extrême droite. Les marges de manœuvre d'une commune sont réduites. Néanmoins, le FN utilise les leviers à sa disposition de façon symbolique ou plus matérielle... en attendant de prendre le pouvoir politique à d'autres niveaux.*

L'événement s'est déroulé sous les lambris dorés de la République. Ce 27 janvier 2015, des personnalités diverses se sont retrouvées à l'hôtel particulier qu'occupe le président de l'Assemblée nationale. Le maître des lieux, Claude Bartolone, avait cependant préféré s'abstenir, justifiant son absence par la date : le matin même, il était intervenu lors d'une commémoration du soixante-dixième anniversaire de la libération des derniers survivants d'Auschwitz. Cette mémoire, laissait-il entendre, n'était pas compatible avec la cérémonie qui allait se dérouler dans le lieu qu'il occupe habituellement.

Un jury composé de sept journalistes, présidé par Arlette Chabot, allait discerner un prix prestigieux à plusieurs figures politiques : celui d'« élu(e) de l'année 2014 ». Dans la catégorie « élu local de l'année » (écoulée), l'heureux gagnant a été un représentant du Front national : Steeve Briois, maire FN d'Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais. Jusqu'au dernier congrès de ce parti, fin novembre 2014 à Lyon, il avait aussi été son secrétaire général.

Le jury a justifié sa décision par l'idée que la reconnaissance du prix, distinguant un succès d'« implantation locale », ne valait pas adhésion au programme du FN. Encore heureux... Le mal était cependant fait, entraînant entre autres la protestation du syndicat de journalistes CGT-SNJ. Lors de la cérémonie même, le parti d'extrême droite a d'ailleurs montré un visage un peu moins avenant que celui qu'il présente, d'habitude, face aux caméras et aux microphones. A un journaliste, Gilles Leclerc, président de la chaîne LCP, la députée Marion Maréchal-Le Pen a adressé ces paroles, menaçantes : « on va vous avoir, mais quand ça va arriver, ça va vraiment vous faire mal. »

## 500 000 HABITANTS DANS DES MAIRIES D'EXTRÊME DROITE

La remise de ce prix à un maire mili-

tant d'extrême droite depuis 25 ans marque une avancée symbolique importante du FN. Celui-ci cherche bien à se servir de son implantation locale comme d'une prétendue preuve de « normalité ». Depuis mars 2014, quinze maires de communes de plus de 3500 habitants appartiennent à l'extrême droite, dix d'entre eux ayant une carte du Front national. Un onzième, Robert Ménard à Béziers, n'appartient pas lui-même au parti lepéniste, mais a été élu sur la liste du FN et gère avec une majorité FN au conseil municipal. Quatre maires, enfin, appartiennent à la Ligue du Sud, petit parti d'extrême droite dirigé par le maire d'Orange, Jacques Bompard. Ce dernier avait appartenu au FN jusqu'en 2005, mais s'était brouillé personnellement avec Jean-Marie Le Pen, puis rapproché d'abord de Philippe de Villiers, ensuite (à partir de 2008) de la mouvance « identitaire ». Jacques Bompard a par ailleurs été élu député à l'Assemblée nationale en juin 2012, avec le soutien tacite de Marine Le Pen puisque le FN n'avait pas présenté de candidat contre lui. L'ensemble de ces quinze municipalités regroupe environ 500 000 habitants. On pourrait certainement y ajouter quelques communes plus petites, dont la mairie est gérée par une liste « sans étiquette » ou « d'intérêt communal » mais où le ou la maire appartient à l'extrême droite. A la rentrée 2014, *Le Canard enchaîné* avait identifié une demi-douzaine de municipalités dans ce cas, sans que la liste soit exhaustive.

Mais quel est le pouvoir réel d'une municipalité, dont le parti d'extrême droite peut se servir s'il prend les commandes dans une mairie ? Les marges de manœuvre d'une commune sont réduites, et le deviennent de plus en plus au fur et à mesure que la dotation financière de l'Etat se réduit. Néanmoins, le FN compte utiliser les leviers que lui offre le mini-pouvoir local... en attendant de prendre le pouvoir politique à

d'autres échelons.

D'abord, il peut se servir du pouvoir municipal pour placer des marqueurs idéologiques. A Marseille, à la mairie du 7<sup>e</sup> secteur – qui regroupe la partie Est des quartiers Nord, et dont le maire élu en mars 2014 est Stéphane Ravier (FN) –, un employé municipal est payé pour effectuer des tâches très spéciales. Sa fonction consiste à repasser le drapeau français, chaque matin, puis à le plier à chaque fois que le vent l'enroule sur le fronton de la mairie.

A Béziers, la mairie de Robert Ménard a

Les maires FN Rachline (Fréjus) et Briois (Hénin-Beaumont). DR.



marqué à plusieurs reprises son soutien aux nostalgiques de « l'Algérie française » et de l'OAS. Le 5 juillet 2014, le maire a ainsi fait dévoiler dans le cimetière municipal une stèle à la gloire de quatre activistes de l'OAS... en présence de son prédécesseur UMP à la mairie. Plus récemment, le 14 mars 2015, la même mairie a fait débaptiser la « rue du 19 mars 1962 », dont le nom

faisait référence à la date d'entrée en vigueur de l'armistice en Algérie sur la base des accords d'Evian. Désormais, la rue porte le nom d'Hélie de Saint-Marc, un défenseur fanatique de « l'Algérie française », participant du putsch des généraux contre « l'abandon » de la colonie, en avril 1961. Environ 1200 personnes ont participé à une contre-manifestation, tandis que plusieurs centaines assistaient à une cérémonie autour du maire.

A Cogolin dans le Var, autre mairie FN, la municipalité projette de renommer un parking en lui donnant le nom de « place Maurice Barrès », nom d'un écrivain nationaliste et antisémite décédé en 1923. En raison d'articles de presse défavorables et de critiques qui ont été exprimées, le changement de lieu n'a pas encore eu lieu, jusqu'ici.

#### « PRÉFÉRENCE COGOLINOISE »

En matière de racisme et de discrimination, le FN entend bien appliquer son programme, dont la « préférence

gique à petites doses. Dans le 7<sup>e</sup> secteur de Marseille, le journal *Le Monde* signalait dès le 29 juin 2014 que le nombre d'attestations d'accueil – permettant à une personne résidant sur place d'inviter un ressortissant étranger, et facilitant l'obtention du visa pour ce dernier – avait chuté « de 200 à une soixantaine délivrées chaque mois ». Le journal faisait, du même coup, état de « réactions parfois violentes face aux refus aux guichets d'accueil de la mairie. » On imagine, dans ce contexte, les effets sur les conditions de travail des agents municipaux... Pour l'obtention de ce document, les demandeurs dépendent entièrement des services de la mairie, seule habilitée à la délivrer.

A Cogolin (Var), l'adjointe déléguée aux affaires sociales de la mairie FN, Régine Rinaudo, affirme dans le numéro 2 (novembre-décembre 2014) du magazine municipal « Cogolin Terre-mer » : « comme nous l'avions annoncé pendant la campagne, nous mettons en place une politique sociale qui intègre la

de janvier-février 2015, un article fait ouvertement de l'agitation contre le fait que « la municipalité (a été) contrainte par le procureur de la République de marier une étrangère en situation irrégulière, ayant outragé deux agents publics ». En réalité, il s'agit de l'histoire d'un couple franco-marocain que la municipalité FN avait longuement refusé, en toute illégalité, de marier. Le droit au mariage étant reconnu comme un droit fondamental, toute personne a en effet le droit de se marier sur le territoire français, soit-elle « sans papiers ». Seul le procureur de la République, que le maire peut saisir (depuis les lois adoptées sous Nicolas Sarkozy) en cas de soupçon de « mariage frauduleux », a le pouvoir de s'opposer à la célébration du mariage, et uniquement au cas où il a des raisons fondées de penser qu'il s'agit d'un mariage « blanc ». Ce qui n'était pas le cas ici. La mairie a donc été contrainte d'appliquer la loi, tout simplement, ce qui lui a visiblement déplu.

#### COPAINS ET AMIS

Le pouvoir municipal peut aussi servir, aux yeux du FN, à nommer des copains (idéologiques), ou à confier des marchés publics à des entreprises « amies », comme cela a été observé à Fréjus (Var).

Parmi les bénéficiaires des nominations de personnel, on trouve des militants de l'« extrême droite radicale », dont la mouvance identitaire. A Beaucaire dans le Gard, la mairie a embauché en 2014 comme directeur de la communication le lyonnais Damien Rieu, porte-parole du groupuscule radical « Génération identitaire ». Récemment, le même Damien Rieu se trouvait en procès à Lyon pour des propos racistes, mais a été acquitté en première instance le 17 mars 2015.

En matière sociale, le bilan est bien sûr peu reluisant. Dans plusieurs villes, des centres sociaux ont été fermés, comme le 28 janvier 2015 la « Maison du vivre-ensemble » à Beaucaire (ce qui a fait descendre plusieurs centaines d'habitants dans la rue), ou encore le Centre social de Villeneuve à Fréjus, le 31 décembre 2014. Souvent, les tarifs pour les cantines scolaires ou le transport des élèves ont été augmentés. Mais pour le moment, les maires d'extrême droite pourront toujours dire que la faute en incombe à la réduction des transferts de l'Etat et à d'autres niveaux... □



nationale » (désormais appelée aussi « priorité nationale ») est le noyau dur. Mais il sait qu'une telle politique de discrimination structurelle serait contraire à la fois aux lois, aux textes constitutionnels et aux règles européennes. Ainsi il ronge son frein, en attendant de pouvoir changer les règles au niveau étatique. Cela ne l'empêche pas d'instiller sa lo-

« préférence nationale et surtout la "préférence cogolinoise", plus particulièrement en matière de logements sociaux, pour lesquels il y a beaucoup de demandes. » Ce qui ne constitue rien d'autre que l'affirmation d'une intention politique purement et simplement, contraire à la Loi et à la Constitution. Dans le numéro suivant du bulletin « Cogolin Terre-mer », le numéro 3 daté

# Mon hôpital va craquer !

PAR YANN CÉZARD

*Nous publions dans les pages suivantes le témoignage d'une infirmière sur la dégradation des conditions d'exercice de son métier. Elle décrit une souffrance au travail généralisée, due à l'intensification du travail, à la désagrégation des collectifs de travail et à la perte de sens que vivent les personnels soignants, transformés en « producteurs de soins » à la chaîne. Mais n'en doutons pas : la révolte couve.*

**C'**est en tout cas le diagnostic... des Renseignements généraux, qui dans une note confidentielle du 5 mars 2015, révélée par *Le Parisien*, décrivent entre autres un « service des urgences malade d'un engorgement massif (...) Aussi syndicats et personnels médicaux dénoncent le stress et l'épuisement des équipes de soin, n'hésitant plus à parler de "burn out". »

Douze ans après la canicule de 2003 et ses 15 000 morts, tous les gouvernements n'ont fait qu'asphyxier toujours davantage les hôpitaux, qui crèvent du sous-effectif chronique et de la suppression de toujours plus de lits. Car l'avenir serait à la médecine « ambulatoire » : il faut que les malades restent hospitalisés le moins longtemps possible ! Le socialiste Le Guen avait d'ailleurs justifié la fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu, en plein cœur de Paris, en osant affirmer qu'il fallait « rompre avec une conception misérabiliste de l'hôpital » et développer « l'hôpital debout ». Après le décès d'une patiente transférée aux urgences voisines de Cochin, et morte faute d'une prise en charge assez rapide, le ministère proposait de « fluidifier davantage les parcours » grâce à des nouveaux logiciels de gestion des accueils. Cet hiver, on a vu les excellents résultats de cette politique, avec l'explosion des urgences face à l'afflux des malades de la grippe, et de nombreuses morts qui auraient pu être évités.

## LIBÉRALISME DANS LA SANTÉ : UN CANCER GÉNÉRALISÉ

Mais si les urgences apparaissent pour l'instant comme le « maillon faible » de l'hôpital, c'est parce qu'elles sont le point de convergence de toutes les pathologies de l'hôpital public et au-delà de tout le système de soins. L'inflation des dépassements d'honoraires et des déremboursements conduit de plus en plus de gens à s'adresser aux urgences, qui peinent ensuite à « recaser » des malades dans d'autres services, car les « actes » destinés à soigner des personnes âgées ou en dé-

tre sociale risquent de ne pas être « rentables » au vu des critères de financement des hôpitaux par le système de la « T2A », la tarification à l'activité... Alors le bouchon des urgences s'allonge, des patients, parfois très âgés, restent sur des brancards pendant plusieurs jours, les personnels sont au bord de la crise de nerfs.



Dans la manifestation du 23 septembre 2014 à Paris. Photothèque rouge/Milo.

C'est tout le système public de santé qui crève de l'austérité et pourrait vérifier la conclusion de la note des RG : « ce constat est à l'origine d'un certain mécontentement qui s'est caractérisé par quelques rassemblements dans l'Hexagone. (...) Compte tenu de la fragilité économique des établissements hospitaliers et des annonces de restrictions budgétaires qui devraient être communiquées dans les prochaines semaines (...), quelques mouvements de protestation pourraient prendre corps. »

En effet ! *Libération* a révélé le 8 mars un texte « confidentiel » du ministère de la santé, intitulé « Kit de déploiement régional du plan ONDAM à destination des ARS ». Tra-

duction de cette poésie bureaucratique : plan sur trois ans de la baisse des dépenses (l'ONDAM est l'objectif de dépense publique de santé voté par le parlement) orchestrée par les Agences régionales de santé, chargées de coordonner et surtout restructurer les établissements. L'objectif : 10 milliards d'économies d'ici 2017, dont 3 dans les hôpitaux publics. Il faudrait économiser 1,2 milliard d'euros en mutualisant les achats hospitaliers ; 400 millions en développant la chirurgie ambulatoire ; 600 millions en réduisant les durées de séjour ; et enfin 860 millions d'euros par « la maîtrise de la masse salariale ». En clair : la suppression de 22 000 emplois dans les hôpitaux !

## UNE CONTESTATION PROFONDE

Alors, bientôt l'explosion, partout, de la colère des personnels ? En tout cas, à l'heure où nous écrivons, alors que la loi Touraine est en débat et que différentes corporations libérales descendent dans la rue avec des revendications réactionnaires<sup>1</sup>, il y aussi une montée de la colère des salariés.

Les urgences des hôpitaux du Mans, de Tours, d'Orléans, de Clermont-Ferrand sont dans la grève et dans la lutte. En janvier, plusieurs hôpitaux bretons sont allés manifester et envahir l'ARS de Rennes. Liste non exhaustive. Sans préjuger de l'avenir, il semble émerger une contestation profonde, qui ne reste pas cantonnée aux revendications d'une corporation (comme les infirmiers et infirmières anesthésistes ou les sages-femmes qui se sont longuement battus pour leur statut), avec la volonté de militants syndicalistes et de personnels non syndiqués (dont certains ont constitué la « Convergence des hôpitaux contre l'hôstérite ») d'élargir leur révolte dans deux directions : mobiliser la population de leur région, faire converger les luttes de tous les établissements de santé. □

<sup>1</sup> Lire à ce propos le dossier de *L'Anticapitaliste Hebdo* du 26 mars et l'article sur ce sujet de notre revue de janvier 2015 (n° 61, pages 4-5).

# Les « Temps modernes » à l'hôpital : témoignage d'une infirmière

PROPOS RECUEILLIS PAR S. BERNARD

*Nous publions dans ces pages le témoignage d'une infirmière sur la dégradation des conditions d'exercice de son métier. Elle décrit une souffrance au travail généralisée, due à l'intensification du travail, à la désagrégation des collectifs de travail et à la perte de sens que vivent les personnels soignants, transformés en « producteurs de soins » à la chaîne. Mais n'en doutons pas : la révolte couve.*

J'ai suivi tardivement la formation d'infirmière en IFSI (Institut de formation en soins infirmiers), j'avais 45 ans. Je pensais que mon activité serait centrée autour du patient qui bénéficiait d'une prise en charge globale. Mais j'ai vite compris, dès le début de ma formation, que ce serait le contraire, qu'on allait me demander d'être efficace au sens économique du terme, de passer le moins de temps possible auprès du malade.

J'ai ressenti du mépris humain envers la fonction. On nous enseigne des connaissances mais on nous formate aussi. L'arrivée en stage dans un service est très stressante. Dans le service de cardiologie où j'étais, nous étions neuf élèves avec une infirmière qui nous donnait des ordres et on avait très peu de marge pour en discuter, d'autant plus qu'à la fin du stage on est évalué par cette même infirmière. J'ai pris conscience assez rapidement que les choses n'allaient pas se passer comme je les avais rêvées. Et dès que j'ai commencé mon exercice d'infirmière, je n'ai pas du tout retrouvé les méthodes, les valeurs et l'attention portée autour du patient auxquelles j'aspirais en devenant soignante. Le temps passé auprès des patients m'a été reproché dès ma première évaluation.

## LE TRAVAIL À LA TÂCHE

Une anecdote, avec mon premier poste en hôpital : j'ai accueilli un infirmier finlandais dans un service où il y avait 40 patients. Après quelques jours, il a pris seul son poste en binôme avec moi. Au bout d'un moment, je m'aperçois qu'il prend sa pause et ne le voyant pas revenir, je vais à sa rencontre. Il me dit qu'il a terminé sa tâche auprès de ses huit patients. J'ai dû lui expliquer qu'il

ne devait pas s'occuper de huit patients comme en Finlande mais de vingt !

Effectivement, dans d'autres pays, le nombre de patients dont doit s'occuper l'infirmière est limité, ce qui permet de s'occuper totalement du malade, de la toilette, de ses soins, etc. Mais nous, nous travaillons à la tâche. Dès que j'arrive le matin, je prépare mes bilans qui doivent partir le plus vite possible, mon chariot de médicaments et j'enchaîne les gestes techniques vingt fois d'une chambre à l'autre. C'est différent dans des services où l'outil de travail est le relationnel comme la psychiatrie, mais dans les services « techniques », il n'y a pas de réflexion sur la manière dont une infirmière pourrait conduire son travail dans d'autres conditions. Les réunions de service visent en général à ce qu'on optimise le temps pour faire le maximum de tâches, les pressions pour cela sont toujours plus fortes. Il n'est pas du tout question de dégager du temps pour être à l'écoute du patient.

J'ai travaillé dans un petit hôpital où le service de soins palliatifs était adossé à la gériatrie, un service « technique », et il m'est arrivé de ne pas avoir le temps nécessaire pour être auprès de personnes en fin de vie. Certains jours des personnes sont mortes seules, sans accompagnement. J'ai quitté mon poste au bout d'un moment car cela était insupportable.

## LE PASSAGE AUX DOUZE HEURES QUOTIDIENNES

Nous avons été consultés et, majoritairement, les collègues de l'hôpital ont choisi ce rythme. Elles sont trois jours sur place à leur travail et beaucoup peuvent ainsi s'occuper le reste de la semaine de leurs enfants. Mais le bilan est catastrophique. Avant, nous travail-

lions en huit heures, trois équipes se relayaient. Pour des raisons de gestion d'effectifs, l'hôpital a fait le choix de passer en services de douze heures.

Ça s'est traduit par une sectorisation encore plus grande de nos tâches, avec un argument « imparable » de la direction : « c'est pour vous aider ! » Une infirmière était chargée de faire toutes les prises de sang du service, une autre était responsable de faire les pansements... C'est le saucissonnage complet de la prise en charge du patient. J'ai l'esprit un peu retors et lorsque l'on m'a demandé les résultats du bilan sanguin d'un patient, j'ai répondu « je ne sais pas, appelez ma collègue qui est à l'étage du dessus » ; et lorsque l'on m'a réclamé l'état de la plaie de ce même patient, j'ai dit « allez voir l'infirmière qui est à l'étage en dessous ! » Avant, les 12 heures étaient une dérogation, maintenant ça se généralise.

## DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES GRATUITES

Des réunions de travail ont lieu après le temps du déjeuner des patients, et pour les équipes du matin ça représente des heures supplémentaires de travail très difficiles à récupérer. Ça se transforme en temps de bénévolat, ou alors c'est mis sur le « compte épargne-temps ». Mais ces réunions sont absolument indispensables, et beaucoup d'infirmières finissent par trouver ça normal.

Là où je me suis fâchée, c'est sur les heures supplémentaires qu'on nous demande de faire en nous rappelant sur notre portable alors que nous sommes en repos. J'en suis venue à l'éteindre lorsque je n'étais pas de service. En cas



d'urgence importante, comme l'épidémie de grippe actuelle, le personnel revient de lui-même travailler. Mais être obligée de revenir parce que faire appel à un intérimaire ça va coûter plus cher, c'est non ! Malheureusement, c'est encore accepté par les collègues.

J'étais dans un territoire rural et à la différence des hôpitaux des grandes villes, il n'y pas eu de mobilisation depuis celles de 2010 sur les retraites. Là où les structures sont petites et très éparpillées, où le personnel se défonce pour colmater les brèches et est écrasé par la charge de travail, je l'ai trouvé plutôt résigné.

Dans l'hôpital où je travaillais, on m'a demandé si mes soins devaient être facturés en privé ou en public, alors que j'étais dans une consultation publique ! Ce sont des pratiques que je ne soupçonnais pas.

Le dispositif Prado (Programme d'accompagnement du retour à domicile) se met en place. Il consiste à obliger les patients à se soigner chez eux, car l'hospitalisation coûte cher. Les soins de suite et de rééducation se font encore à l'hôpital, mais on s'oriente vers des soins de suite à domicile. Quid des personnes qui viennent de subir une prothèse de hanche ? Auront-elles réellement à disposition un kiné qui viendra à domicile ? On n'est pas juste dans le geste technique, il s'agit de réapprendre au patient à vivre avec une prothèse. Quid du baby-blues pour une jeune femme qui rentre deux jours après son accouchement ? Aura-t-elle le réflexe de chercher du secours alors qu'elle sera en détresse psychique ? Quid du départ de la relation mère – enfant ?

#### EN EHPAD, CE N'EST PAS MIEUX

Après l'hôpital, j'ai travaillé dans un Ehpad privé. Les conditions de travail ne sont pas très différentes. Il y avait 67 résidents dans des états d'autonomie très divers. Pendant huit mois, je me suis retrouvée seule infirmière alors que quatre postes étaient normalement prévus. Si tu te plains du manque de temps, on te répond que c'est parce que

tu ne sais pas t'organiser. Je commençais par donner le traitement du matin : une heure de travail. Je ne disposais que d'une minute par patient. Ensuite, une heure et demie pour les pansements et je repartais immédiatement pour les médicaments du midi. L'après-midi, les rencontres avec les familles, le goûter,

comme bénévole à Médecins du Monde. Dans ce travail, je prends du temps pour que les malades comprennent bien leur pathologie et qu'ils en acquièrent la maîtrise.

Ce dispositif a été inventé par une association de médecins, débordés dans des zones médicales désertiques. Ils se sont



Dans la manifestation du 23 septembre 2014 à Paris. Photothèque rouge/JMB.

la préparation des médicaments, le travail administratif, la distribution des médicaments du soir... Devinez combien il reste de temps pour le relationnel ?

On m'a reproché de quitter mon poste... après l'heure. Pour des raisons évidentes, je ne pouvais pas me contenter de déposer les médicaments dans les cuillères à soupe et partir ensuite alors qu'il y avait dix personnes démentes dans la salle à manger ! Un jour, une résidente m'a dit « je n'ai pas besoin de tous ces traitements, ce que je veux c'est que vous preniez du temps avec moi ». Avec mes conditions de travail ce n'était vraiment pas possible. J'ai donné ma démission.

#### UNE PETITE LUEUR D'ESPOIR...

En raison de la trop grande insatisfaction dans mon travail, j'ai postulé à un poste en santé publique. Je m'occupe d'éducation thérapeutique, principalement avec des populations subsahariennes et maghrébines. Elles bénéficient de la Sécu et de la CMU, à la différence de patients que je rencontrais

dit que les infirmières pourraient largement contribuer à assurer un suivi de qualité des patients chroniques. Il suffirait de leur donner du temps. Cela reste un modèle associatif, ces postes ne sont pas très nombreux. La petite lueur d'espoir, c'est qu'enfin la prévention prenne toute sa dimension. Elle a un intérêt puisque 10 % des patients pris en charge dans ce dispositif évitent l'hospitalisation.

Mais je ne suis pas moins en colère qu'avant. Car tous les patients ne sont pas égaux devant l'accès aux soins. Ce n'est pas une société dont on peut être fier. Même si elle est bien informée sur ses droits, il est très difficile pour une personne en grande précarité d'accéder aux soins. On ne devrait pas avoir à amener sa fiche de paie pour pouvoir bénéficier de soins dont on a besoin. Avant même la loi Touraine, qui ne fera qu'aggraver la situation, on récolte toutes les conséquences des politiques passées, en termes de déserts médicaux, de privatisation de certains services, de difficultés croissantes d'accès aux soins. □



# Pour un front commun de lutte contre l'islamophobie et l'antisémitisme

PAR MICHÈLE SIBONY

*Nous reproduisons ici l'intervention de Michèle Sibony, vice-présidente de l'UJFP (Union juive française pour la paix), au meeting contre l'islamophobie tenu le 6 mars 2015 à la Bourse du Travail de Saint-Denis.<sup>1</sup>*

**I**l nous a semblé important d'expliquer ici pourquoi notre association et d'autres associations juives sont signataires de l'appel à ce meeting et d'une façon plus générale s'inscrivent dans la lutte contre l'islamophobie [...]

Comme Juifs nous sommes particulièrement concernés par la question du racisme sous toutes ses formes, car sous toutes ses formes le racisme tue. On entend beaucoup dire aujourd'hui et écrire que le racisme antisémite tue des Juifs parce que Juifs en France, et c'est une réalité tragique, mais qui ne devrait pas en cacher une autre, qui est que toutes les émeutes françaises survenues dans les banlieues des grandes villes françaises ont toujours eu sans aucune exception, c'est vérifiable, la mort pour origine. Je le répète donc : contre le racisme sous toutes ses formes parce que sous toutes ses formes le racisme tue. Le racisme annule aussi toute différence dans les groupes qu'il vise, les réduisant à un caractère unique : comment accepter qu'une collectivité de près de 600 000 juifs ou de 5 à 6 millions de Musulmans puisse n'avoir qu'une parole uniforme et identique ? Cela permet de favoriser des assimilations nécessaires au développement du racisme : Juif égale soutien d'Israël et de sa politique quelle qu'elle soit. Arabo-musulman égale antisémite parce que soutien de la Palestine.

Trois éléments sont à prendre en compte pour comprendre la résurgence ou l'évolution du racisme en France : une situation post-coloniale qui s'ignore, la vague néoconservatrice qui nous traverse avec ses valeurs guerrières, de domination, de ségrégation et de racisme orienté contre l'Islam, et la crise économique et sociale dans laquelle l'Europe et la France en particulier s'enfoncent, notamment à cause de leur gestion néolibérale.

Ces trois éléments convergent et se conjuguent pour ostraciser les populations postcoloniales de ce pays : les délits

de faciès, le délit de nom, s'appeler Mohamed ou Amadou ou Fatima ou Fatou, vous enferment aujourd'hui dans le ghetto mental d'un post-colonialisme qui s'ignore.

Nous avons aussi voulu croire que le colonialisme et ses crimes commis loin de la métropole, c'était terminé, refusant de voir comment le postcolonialisme continue de travailler notre société en crise avec une majorité de Juifs comme de Musulmans issus des mêmes colonies où, là aussi à l'époque, la puissance coloniale les divisait pour mieux régner.

## UNE DOUBLE INSTRUMENTALISATION

Je voudrais tenter d'expliquer en quelques minutes la double instrumentalisation qui articule islamophobie et antisémitisme ces dernières années autour de ce qui est à notre sens une des principales sources d'alimentation et de la montée d'un fort ressentiment contre les juifs, et de la désignation des musulmans comme une population dangereuse à contrôler.

Pour redonner à très larges traits le contexte global des quinze dernières années je rappellerai trois dates : septembre 2000, début de la deuxième intifada ; janvier 2001, élection de G.W. Bush ; septembre 2001, attentats du World Trade Center. Ces deux dernières dates marquent le déclenchement par les néoconservateurs au pouvoir d'une offensive en direction de l'Islam. Offensive qui redécoupe le monde entre un Occident prétendu judéo-chrétien et un axe du mal, l'Islam, ce qui fait du Moyen-Orient une zone à très haut risque, du conflit dit israélo-palestinien une ligne de front majeure, et d'Israël (on veut souvent oublier cet aspect) un allié incontournable et renforcé dans cette soi-disant guerre de civilisation.

Parce que nous avons voulu croire en France que le néoconservatisme avec son idéologie coloniale guerrière fondée sur

une division ethnico-religieuse s'était, comme le nuage radioactif de Tchernobyl, respectueusement arrêté à nos frontières, nous n'avons pas vu assez clairement que l'Europe toute entière et les gouvernements français successifs considéraient, comme le gouvernement américain, qu'Israël était leur allié indéfectible. Et cela, dans un Moyen-Orient qui explose aujourd'hui sous les guerres qui impliquent aussi les puissances européennes et la France.

Et donc l'Union européenne comme la France et comme les Etats Unis refusent de sanctionner le régime israélien pour sa politique coloniale raciste et la violence extraordinaire de l'occupation, perpétuant ainsi le calvaire des Palestiniens et le conflit. Les Musulmans de France dans ce contexte ont été identifiés à l'axe du mal et au terrorisme islamiste sous toutes ses formes, ils y sont amalgamés et subissent la méfiance et l'ostracisme : classe dangereuse assimilée et réduite à une religion d'essence violente incompatible avec une laïcité dévoyée à dessein. Ils sont aussi associés à l'« agression » d'Israël, allié majeur dans l'offensive néoconservatrice. C'est ainsi qu'islamophobie et soutien d'Israël sont intimement associés.

La deuxième instrumentalisation vise les Juifs qui, eux, soudainement « blanchis » par les aléas de l'histoire, se retrouvent assignés du bon côté de ce prétendu « occident judéo-chrétien » : il va falloir qu'ils portent haut et fort le flambeau d'Israël et de sa politique, qu'ils y soient amalgamés et qu'ils soient considérés comme représentant et s'identifiant à ce régime israélien quel qu'en soit le prix, et cela se fera en utilisant l'antisémitisme comme outil principal [...]

D'un côté les Musulmans sont muselés



sur la Palestine, toute critique politique leur est interdite requalifiée comme antisémite. Ce qui signifie que l'antisionisme c'est de l'antisémitisme, et il y a depuis 2004, avec le rapport Rufin, une volonté persistante des gouvernements français de pénaliser l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme. Et de l'autre côté les Juifs, pris en otage de la politique israélienne, servent à désigner l'axe du mal, les Musulmans, et chaque fois qu'ils sont attaqués comme représentants d'Israël c'est l'équation Juif égale sioniste avec son corollaire antisionisme égale antisémitisme, qui est renforcée, et donc le mot d'ordre d'Israël lui-même qui est suivi et respecté..

Chaque fois que des Juifs sont attaqués, la pression raciste se renforce sur les Musulmans, et le silence se renforce sur la Palestine. Et si les Juifs se sentent en danger, ils ont un refuge prêt à les accueillir en Israël justement... Le piège est refermé... Ainsi doublement instrumentalisés, le racisme islamophobe comme le racisme anti-juif constituent les deux faces d'une même médaille.

### UNE LUTTE INDIVISIBLE

Je serai rapide sur la crise sociale qui s'est développée pendant ces années dans les quartiers populaires parce que ce point a été largement abordé par les orateurs précédents. Ce sont dans ces quartiers que se côtoient souvent dans les mêmes HLM ou les mêmes cités des Français postcoloniaux (Juifs et Arabes du Maghreb et Africains), dans des difficultés sociales souvent proches et où se développent les tensions « raciales ». Les uns s'identifient à Israël, par des liens familiaux postcoloniaux notamment, vivant ce lieu de la souveraineté juive comme le lieu unique de pouvoir possible, eux qui en sont démunis ici. Et cette identification est légitimée et encouragée par le pouvoir et les instances communautaires. Les autres, arabes, noirs, musulmans, ceux qui subissent délit de faciès, discrimination à

l'emploi, au logement, les refus d'accès en général, s'identifient au dernier morceau de terre arabe non décolonisée du monde arabe, et à la lutte et la résistance du Palestinien opprimé.

Mais leur solidarité à eux est délégitimée, considérée comme une expression raciste. Manifester pour Gaza leur est interdit, pendant que les manifestations de soutien aux crimes de guerre israéliens sont autorisées. Tout cela développe un



Banderole de tête de la manifestation parisienne du 21 mars 2015. Photothèque rouge/JMB.

fort ressentiment, d'ailleurs savamment ou non cultivé par certains « faux amis » qui n'agissent que sur l'amalgame juif / sioniste et promeuvent la formule préférée d'Israël et de ses relais en France : antisionisme égale antisémitisme [...]

Il y a un racisme reconnu, visible dénoncé surveillé contrôlé, et un racisme que l'on a même encore du mal à nommer, et que certains s'évertuent à nier, se justifiant comme tout racisme par des défauts propres aux racisés. Ali Ziri tué à Argenteuil, quelle réaction gouvernementale ? L'homme rejeté du métro par des supporters de football parce que noir, quelle parole gouvernementale ?

Dans le monde global qui est le nôtre, nous constatons que les politiques se ressemblent et se rapprochent : discriminations, apartheid sur une base ethnique, colonialisme là-bas, discriminations, postcolonialisme, racisme ici. Nous luttons pour le respect des droits là-bas comme ici, pour un vivre ensemble fondé sur l'égalité là-bas comme ici. Pour nous il n'y a qu'un seul racisme qui se décline selon des contextes sous des formes et avec des cibles différentes. La lutte contre le racisme est indivisible.

Pour nous la solution passe par un front commun de lutte contre l'islamophobie et contre l'antisémitisme parce que

même manipulé pour alimenter l'islamophobie et pour contribuer à l'effacement de la question des droits des Palestiniens, l'antisémitisme demeure un racisme meurtrier inacceptable au même titre que le premier.

Défaire ces instrumentalisation ensemble nous paraît être la seule voie de nature à défaire ce racisme dans son versant islamophobe comme dans son versant antisémite. De la même manière,

nous nous inscrivons dans la lutte contre le versant anti-rom du racisme et nous voulons nous inscrire dans la lutte contre la négrophobie maintenue dans l'invisibilité.

Aujourd'hui en Israël le troisième parti qui concourt aux élections, constitué de quatre listes arabes et appelé « la liste commune », présente des candidats arabes et juifs. Hadash, le front démocratique pour la paix, est un parti arabe et juif, tout comme Balad Tajamo, le front national démocratique

qui a toujours présenté aussi des candidats juifs. Un des slogans de Hadash porté dans les manifestations est « Arabes et Juifs, refusons d'être ennemis », c'est un mot d'ordre valable là-bas comme ici. Nombre d'Israéliens juifs connus ou anonymes ont manifesté leur intention de voter pour cette liste commune qui leur semble seule porteuse d'avenir.

Voilà les raisons pour lesquelles des associations juives s'inscrivent dans la constitution d'un front contre l'islamophobie, et voilà pourquoi c'est dans ce cadre que nous lutterons aussi contre l'antisémitisme. Nous ne pouvons nous retrouver dans une lutte antiraciste instrumentalisée par le CRIF qui manifeste à la fois son soutien aux massacres contre la population de Gaza, contribue à la fabrication du racisme islamophobe et prétend lutter contre l'antisémitisme. C'est enfin la raison pour laquelle nous voulons, nous devons porter avec vous aussi la solidarité avec la Palestine. Avec vous et tous ceux qui luttent pour plus de justice ici et dans le monde. □

1 <http://www.ujfp.org/spip.php?article3996>. Quelques coupes, signalées entre crochets, ont été effectuées pour des raisons d'espace. Le titre et les intertitres sont de notre rédaction. Michèle Sibony participera le 9 mai prochain à la table ronde-débat sur la lutte contre les attaques racistes et liberticides, organisée dans le cadre de la Fête annuelle du NPA Paris.

UNION EUROPÉENNE / GRÈCE

# Le nœud coulant se resserre, Tsipras s'enferme... Quelle alternative ?

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

*Alors que l'Union européenne et la Troïka poursuivent leur offensive afin de mettre à genoux le nouveau gouvernement, celui-ci continue de refuser l'affrontement et de reculer... Mais les travailleurs et le peuple grecs n'accepteront pas indéfiniment les renoncements qui s'accumulent.*

**L**e 21 mars, en marge d'un « sommet européen », Alexis Tsipras dînait à sa demande avec Angela Merkel, François Hollande et les présidents des différentes institutions européennes. Le correspondant de *Libération* à Bruxelles résume le résultat de leurs échanges : « Il a fallu près de 3h30 de discussions pour qu'Alexis Tsipras finisse par se résigner : les

*Européens ne lâcheront pas un euro supplémentaire à la Grèce si elle ne met pas en œuvre rapidement les réformes structurelles qu'ils réclament. Le Premier ministre grec espérait pourtant que la zone euro, effrayée par la perspective, chaque jour de plus en plus précise, d'un défaut de paiement, voire d'un "Grexit", accepterait de lui verser immédiatement et sans contrepartie la dernière tranche*

*de l'aide financière promise (7,2 milliards d'euros) afin qu'il puisse appliquer son programme électoral. C'est raté : ses partenaires lui ont rappelé qu'il n'y avait pas d'argent gratuit. »<sup>1</sup>*

Unanimes, les dirigeants européens exigent en effet la mise en application rapide des engagements pris le 24 février par le gouvernement grec, à travers la lettre adressée par son ministre des finances, Yanis Varoufakis, au président de l'Eurogroupe.<sup>2</sup> Mais que contenait exactement ce texte ?

## A propos de ce dossier...

Nous avons fait un premier tour d'horizon de la situation grecque suite à la victoire électorale de Syriza en y consacrant notre dossier de février 2015, complété ensuite de deux articles dans le numéro de mars. Après les premiers pas du nouveau gouvernement et son accord des 20 et 24 février avec l'Union européenne, il est apparu utile de revenir sur les questions posées, mais en tentant cette fois de prendre davantage de recul.

Les deux premiers articles de ce nouveau dossier sont le fait de membres du comité de rédaction. Jean-Philippe Divès fait un point de la situation, avant de s'interroger sur les alternatives aux politiques du gouvernement et de la direction de Syriza. Henri Wilno analyse quant à lui les particularités et les déséquilibres structurels du capitalisme grec, antérieurs à l'entrée dans l'union monétaire que celle-ci n'a fait qu'exacerber.

Puis viennent quatre textes de marxistes révolutionnaires de différentes tendances ou opinions, qui sont autant d'éclairages et de contributions au débat.

Sotiris Martalis, dirigeant de DEA (Gauche ouvrière internationaliste), l'extrême gauche de Syriza, qui avec le Courant de gauche forme la Plateforme de gauche de ce parti, présente les analyses de son organisation après le tournant de la fin février. Michael Roberts, économiste marxiste indépendant, ancien dirigeant de la tendance Militant, répond aux prises de position de Costas Lapavitsas (qu'il cite largement), un économiste influent dans le Courant de gauche de Syriza, en faveur d'une sortie de l'euro dans le cadre de politiques keynésiennes.

Membre de l'organisation RS21 (issue du SWP britannique), Jonathan Neale porte un jugement sévère sur le nouveau gouvernement grec, en revendiquant le positionnement d'Antarsya et en appelant à une résistance unie des forces de gauche qui ne renoncent pas.

Enfin le responsable de la LCR belge, Daniel Tanuro, souligne que par-delà les bouleversements intervenus dans le monde depuis les années 1930, des questions stratégiques et vitales qui étaient alors posées restent actuelles, ceci valant tant pour Syriza que, par exemple, pour le Parti du travail de Belgique.

Il reste à signaler que toutes ces questions et d'autres pourront être débattues dans le cadre de la Fête annuelle du NPA Paris (le 9 mai prochain, salle Olympe de Gouges dans le 11<sup>e</sup>), où se tiendra une table ronde-débat sur la Grèce avec la participation de représentants de DEA et de l'OKDE-Spartakos.

## LES ENGAGEMENTS DU 24 FÉVRIER

Il y a d'une part des orientations, peu contestables, de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, la corruption ou la contrebande. Mais toute une série d'autres engagements s'inscrivent quant à eux dans le credo des politiques de libéralisation et d'austérité.

Le gouvernement se propose ainsi de « revoir et contrôler les dépenses » en matière d'éducation, de transport, de sécurité sociale et de santé (certes aussi de défense...), « en collaboration avec les institutions européennes et internationales ». Il veut s'attaquer aux retraites jugées trop précoces, « notamment dans les secteurs public et bancaire », et qui « pèsent excessivement sur le système des pensions. » Les revenus non salariaux seraient quant à eux « rationalisés [...] en accord avec les bonnes pratiques de l'Union européenne », tandis que le secteur public sera « réformé [...] en garantissant que la dépense salariale globale n'augmente pas ». La conclusion s'impose : attaques à venir contre les salaires, les retraites, les prestations sociales.

Le gouvernement grec « s'engage à ne pas revenir sur les privatisations déjà effectuées » et à « réexaminer les privatisations non en-





core lancées, dans le but d'en améliorer les termes afin de maximiser les bénéfices à long terme pour l'Etat, de générer des revenus et d'accroître la compétition... » **Orientation confirmée par le vice-premier ministre, Dragasakis, et le ministre des affaires étrangères, Kotzias, qui lors de leur voyage à Pékin ont « fait état de la volonté du gouvernement grec d'apaiser les inquiétudes de la Chine au sujet de la privatisation du port du Pirée, à la suite des déclarations contradictoires de différents ministres grecs, et de rechercher un nouveau modèle de privatisation du port qui garantirait l'intérêt de l'Etat grec » (selon le quotidien *Ta Nea* du 24 mars). Le groupe chinois Cosco devait en effet acquérir 67 % du port du Pirée, mais le processus avait été interrompu après l'élection du 20 janvier. La lettre de Varoufakis ajoute que « l'accent sera mis sur les baux à long terme, les joint-ventures (collaboration privé-public) et les contrats qui optimiseront non seulement les recettes de l'Etat mais aussi les niveaux futurs de l'investissement privé. » Bref, du « gagnant-gagnant » dans le meilleur esprit néolibéral...**

**A quoi s'ajoute :** « rationaliser la politique de TVA en ce qui concerne les taux qui seront simplifiés de façon à augmenter les recettes [...] en limitant les exemptions et en éliminant les rabais déraisonnables » (autrement dit, augmenter les prix) ; « atteindre les meilleures pratiques de l'Union européenne pour l'ensemble de la législation du marché du travail » (donc déréglementer et casser certaines protections) ; « introduire une nouvelle approche "intelligente" pour la négociation collective des salaires, qui reconnaisse à la fois les nécessités de flexibilité et l'équité » (plus question de rétablir les conventions collectives abolies par les mémorandums...) ; « supprimer les entraves à la concurrence en se basant sur les recommandations de l'OCDE » et « aligner la réglementation du marché du gaz et de l'électricité sur les bonnes pratiques de l'UE » (sans commentaire).

Le document du 24 février assure en outre « que le combat contre la crise humanitaire n'aura pas d'incidence fiscale négative. » On y entrevoit également un quasi abandon de la promesse (déjà repoussée à 2016) de relever le salaire minimum à son niveau d'avant les mémorandums (751 euros), puisque « le périmètre et le timing des modifications du salaire minimum seront décidés en consultation avec [...] les institutions européennes et internationales. » Or, comme le signalait le responsable de DEA, Antonis

Ntavalenos, au cours d'une vidéoconférence organisée le 7 février avec l'ISO états-unienne<sup>3</sup>, « le salaire minimum influence les revenus à tous les niveaux. S'il augmente, il poussera à la hausse tous les salaires qui lui sont supérieurs. C'est donc quelque chose de très important, et je suis certain que l'on verra la classe dirigeante faire pression sur Tsipras pour qu'il y sursoie et recule. »

Faut-il signaler enfin que ce texte ne mentionne nulle part une annulation ou restructuration, ou même renégociation de la dette ?

#### DEUX INTERPRÉTATIONS

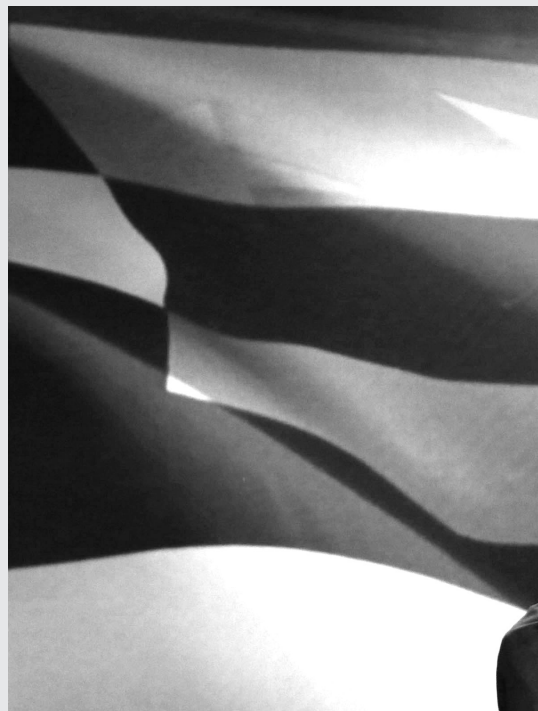
Du côté de l'Union européenne et de la Troïka, la stratégie est claire. Comme l'indique Romaric Godin dans le quotidien en ligne *La Tribune*, c'est celle « du "nœud coulant" où l'on laisse le patient grec s'asphyxier de plus en plus jusqu'à ce qu'il accorde tout ce qu'on lui demande » ; pour cela, on joue de la « carotte » et du « bâton » dans le seul but de « faire accepter au gouvernement Syriza des réformes qu'il pouvait le 25 janvier juger inacceptables. »<sup>4</sup>

Selon un haut fonctionnaire grec cité par *Le Figaro* le 27 mars, Athènes aurait fait parvenir à ses créanciers un programme de réforme détaillées et chiffrées qui « permettraient notamment d'augmenter les recettes de l'État de trois milliards d'euros en 2015 », étant entendu que ces recettes « ne seront en aucun cas le produit d'une réduction des traitements ou des retraites » (encore heureux !). Si ces engagements étaient jugés fiables et suffisants, les institutions européennes et le FMI pourraient débloquer début avril des sommes allant jusqu'à 4,9 milliards d'euros, ce qui permettrait à l'Etat grec de ne pas sombrer... jusqu'à la fin juin 2015, au terme de l'accord de prolongation du plan de « sauvetage ».

Dans tous les cas, l'échéance décisive restera donc fixée au début de l'été. Quels seront alors les choix du gouvernement Tsipras ? Et quels objectifs poursuit-il ? Deux types de réponse sont possibles – et ont été proposés.

La première est celle sur laquelle le Courant de gauche de Syriza (30 % des voix au congrès de juillet 2013) fonde sa propre stratégie. Deux exposants de ses thèses sont Costas Lapavitsas (notamment à travers son interview au *Jacobin*, à laquelle il est fait référence dans d'autres pages de ce dossier<sup>5</sup>) et Stathis Kouvelakis (dans plusieurs contributions<sup>6</sup>). Ces camarades défendent l'idée suivante : le problème est que la direction majoritaire de Syriza est entrée dans la négociation avec une stratégie erronée, et est ainsi tombée dans un

piège ; elle pensait pouvoir jouer sur des contradictions entre les gouvernements de l'UE, mais cela n'a pas marché ; elle se rend maintenant compte que pour respecter le mandat populaire, et ne pas risquer de sombrer elle-même, elle n'a plus d'autre solution que d'engager une stratégie d'affrontement ; rien n'est acquis mais c'est possible, et c'est dans ce sens qu'il faut pousser.



Le commentaire d'un « diplomate de haut rang » de l'UE, cité anonymement par Jean Quatremer (dans l'article auquel renvoie la note 1), fait entrevoir l'autre type d'analyse : « Tsipras mène aussi un jeu de politique intérieure : il veut montrer à son opinion publique qu'il est de bonne volonté, mais que ce sont les autres qui sont méchants » ; dans le cadre de ce « jeu », les dirigeants grecs « veulent pouvoir refuser telle ou telle réforme afin de montrer leur détermination », mais toujours sans rompre avec l'Union européenne et les autres institutions internationales, ce qui impliquera d'accepter l'essentiel de leurs préconisations. Leur but sera d'imposer quelques concessions pour pouvoir faire accepter par le peuple grec la non application du gros des promesses électorales. Selon cette grille de lecture, l'adoption des deux premières lois de la nouvelle législature, sur la crise humanitaire (aide alimentaire d'urgence et fourniture gratuite d'électricité aux foyers les plus démunis) et les dettes fiscales et sociales (rééchelonnement jusqu'à 100 mensualités, avec plafonnement des versements) s'inscrirait donc dans le cadre de cette nouvelle stratégie. N'en déplaise aux soutiens politiques de la direction Tsipras, cette seconde hypo-

thèse apparaît comme la plus solide. Elle se situe en effet dans la logique des prises de position précédentes : les affirmations réitérées que toute idée de sortie de l'euro (et a fortiori de l'UE) est simplement impensable ; les renoncements majeurs annoncés à travers la lettre du 24 février ; les déclarations de Varoufakis selon lesquelles le gouvernement ferait « suer le sang des pierres » pour honorer les

leurs « désaccords avec l'accord et la liste des réformes » prévues, ses auteurs affirmaient : « Dans un futur proche, et malgré les accords signés avec l'Eurogroupe, Syriza devrait en priorité mettre en œuvre ses engagements et le programme annoncé dans son discours de politique générale. Pour aller dans cette direction, nous devons nous appuyer sur les luttes du peuple et des salariés. Nous devons contribuer à les revitaliser et étendre conti-

nu la décision de s'allier au gouvernement avec la droite souverainiste (et xénophobe, homophobe, etc.) des Grecs indépendants, ANEL selon son acronyme. Costas Lapavistas en explique les raisons dans son interview (déjà citée) au Jacobin : « ANEL est basiquement ce que nous appelons en Grèce la droite populaire, qui est traditionnellement étatique, sceptique envers la grande entreprise, nationaliste et conservatrice avec un petit "c". Bien sûr, ce ne sont pas des compagnons de lit naturels pour la gauche radicale. Cependant, dans les conditions données, le choix était clair. Ou vous ne formez pas de gouvernement du tout – et vous avez de nouvelles élections et le chaos etc. –, ou vous formez un gouvernement avec ces gens qui, au moins, ont été conséquemment opposés à l'accord de "sauvetage" et en faveur des travailleurs, des petites et moyennes entreprises, etc. [...] Vu la tournure des choses, ce n'était pas une mauvaise chose car cela a consolidé le soutien à Syriza dans les secteurs les plus pauvres de la société, qui regardaient traditionnellement vers la droite conservatrice et qui, tout d'un coup, ont apporté leur soutien à un gouvernement de la gauche radicale [...] Le plus important – ce que cela indique en vérité –, c'est que Syriza a choisi de traiter les négociations des dernières semaines et d'affronter la période qui vient sur la ligne politique qu'il a défendu depuis des années et sur la base de laquelle il a gagné les élections. » DEA est au sein de Syriza la seule force organisée à s'être opposée à l'accord avec les Grecs Indépendants.

Quant au choix d'un dirigeant de la Nouvelle Démocratie (le parti de droite anciennement au pouvoir) pour la présidence de la République, si le Courant de gauche a d'abord fait part de sa désapprobation, il a ensuite donné son vote par solidarité gouvernementale. Là encore, la seule députée de Syriza (sur 149) à s'être opposée est Ioanna Gaitani, l'unique représentante au parlement de DEA.

Plus généralement, ce sont des questions stratégiques fondamentales qui sont ici mises en évidence. Tirant ses racines d'une tradition « eurocommuniste de gauche », le Courant de gauche de Syriza (comme aussi une bonne partie de la direction majoritaire) maintient une conception étapistes du combat socialiste, héritée du stalinisme. Une première étape, visant à conquérir les moyens d'un développement national indépendant (aujourd'hui en quittant la zone euro), pourrait ainsi associer des secteurs du capital « national ».



Jeroen Dijsselbloem (président de l'Eurogroupe) et Yanis Varoufakis, la mésentente cordiale...

échéances de ses remboursements au FMI ; l'attitude de Syriza dans le cadre des institutions bourgeoises grecques elles-mêmes – choix d'un gouvernement de coalition avec les Grecs Indépendants, élection à la présidence de la République du responsable et ancien ministre de droite Prokopis Pavlopoulos...

#### ET LA PLATEFORME DE GAUCHE ?

Les fortes résistances existant au sein de Syriza se sont traduites dans les 41 % de voix obtenues, lors du comité central du parti des 28 février et 1<sup>er</sup> mars, par un amendement de la Plateforme de gauche (qui regroupe le Courant de gauche et DEA) contestant l'accord avec l'Eurogroupe. Il a été souligné que ce vote est allé au-delà des membres de la Plateforme de gauche, en réunissant aussi des membres de la majorité de Syriza, les maoïstes du KOE et le groupe formé autour de John Milios (ancien responsable, démissionnaire, du secteur économique du parti)<sup>7</sup>.

Il s'agit d'un point d'appui important et encourageant, mais encore faut-il ne pas en surestimer la portée et garder à l'esprit les contradictions. Ainsi, l'amendement en question ne proposait pas de dénoncer l'accord du 20 février. Après avoir exprimé

nuellement notre soutien populaire dans le but de résister à toute forme de chantage. Nous devons promouvoir la perspective d'un plan alternatif proposant la pleine réalisation de nos objectifs radicaux. »

La raison de cette relative modération est simple : le Courant de gauche participe au gouvernement, avec quatre ministres dont un de plein exercice, son principal dirigeant, Panayotis Lafazanis, chargé de la reconstruction productive, de l'énergie et de l'environnement. Face à son propre gouvernement, on peut exprimer un désaccord et faire des propositions alternatives (quoique vagues), mais pas remettre en cause les décisions prises.

Il est un fait que DEA est le seul courant de Syriza à avoir maintenu son indépendance vis-à-vis du gouvernement. « J'ai dit précédemment que le reste de la gauche à l'intérieur de Syriza, autre que DEA, a accepté de participer au gouvernement. Nous avons décidé de ne pas y participer – non seulement aux postes gouvernementaux, mais aussi à la machinerie de l'Etat. Nous tenterons de rester une force dans les mouvements sociaux dans la Plateforme de gauche à l'intérieur de Syriza » (Antonis Ntavalenos dans l'entretien cité en note 3).

Le Courant de gauche a par ailleurs soutenu



Dans son interview citée en note 5, Costas Lapavitsas fait part de sa conviction qu'« il y aura des secteurs des employeurs et des producteurs qui ne seront pas le moins du monde paniqués par la sortie [de l'euro], qui s'y confronteront directement et ouvertement, et qui seront dans l'attente des perspectives de développement qui pourront en résulter. » Une autre conception influente, issue no-

anticapitalistes et révolutionnaires qui ira nécessairement au-delà des cadres organisationnels de Syriza, en particulier en englobant tout ou partie d'Antarsya. Le programme de Thessalonique, sur lequel Syriza a été élu, était un programme minimal, très limité, tout sauf « révolutionnaire ». Comme ne le sont pas non plus les mesures aujourd'hui indispensables – défaut sur la dette, contrôle des mouvements de capitaux, prise de contrôle des banques – afin de

déévaluation de la monnaie nationale après la rupture de son arrimage avec le dollar. L'Argentine avait ensuite pu connaître un certain redressement... avant que la crise capitaliste ne la rattrape à nouveau.

Mais il y avait eu en décembre 2001 une insurrection de masse, avec des affrontements de rue qui avaient contraint le président à démissionner et à s'enfuir de son palais en hélicoptère. Ce qui avait ouvert une situation



Le 27 novembre 2014, dernière journée de grève nationale. A quand la reprise des luttes ? DR.

tamment des travaux de Nicos Poulantzas, est celle selon laquelle que la construction d'un « socialisme démocratique » devrait s'appuyer sur des acquis démocratiques enracinés dans les institutions de l'Etat bourgeois, et donc combiner une intervention à l'intérieur de l'Etat avec une mobilisation extérieure des travailleurs et des couches populaires. Stathis Kouvelakis s'y réfère quand il affirme que « bien sûr il y a des risques dans cette stratégie [...] Le risque pour le parti [Syriza] est que s'il ne transforme pas l'Etat, il sera transformé par l'Etat, et l'Etat n'est pas quelque chose de neutre... »<sup>8</sup>.

#### LE FACTEUR DÉCISIF

C'est dire combien la construction d'une alternative politique à la direction majoritaire de Syriza sera une tâche ardue. Et nécessitera une collaboration entre courants

pouvoir l'appliquer. Cependant, ce programme rencontre l'opposition acharnée des forces de la bourgeoisie grecque et européenne. C'est pourquoi la seule alternative est entre la capitulation, dans la voie empruntée depuis le 20 février, ou l'engagement d'une dynamique d'affrontement et de rupture.

Le fait que de telles mesures ne soient en elles-mêmes nullement révolutionnaires est notamment avéré par le fait qu'un certain nombre avaient été prises – sous des gouvernements de droite – en 2002 en Argentine, quand ce pays traversait une crise d'une extrême gravité (qui par certains aspects n'est pas sans rappeler la crise grecque actuelle). Le gel des dépôts bancaires et le défaut sur la dette extérieure avaient alors été assortis d'une forte

de profonde instabilité politique, marquée par des mobilisations permanentes et un développement de l'auto-activité populaire. C'est l'autre facteur, décisif, qui manque encore en Grèce. □

1 <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2015/03/22/alexis-tsipras-terne-par-les-dirigeants-europeens>

2 <http://www.reuters.com/article/2015/02/24/us-eurozone-greece-text-idUSKBN0LS0V520150224>

3 Voir son décryptage sur <http://socialistworker.org/2015/02/11/syriza-and-the-struggles-ahead>

4 <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-derriere-les-sourires-le-noeud-coulant-se-resserre-encore-463351.html>

5 Voir <https://www.jacobinmag.com/2015/03/lapavitsas-varoufakis-grexit-syriza> pour l'original en anglais, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18074> pour une traduction française.

6 Voir notamment ses interventions lors de son débat avec Alex Callinicos, organisé le 25 février dernier par la revue du SWP « International Socialism » : <https://www.youtube.com/watch?v=FV2jCTBjlpQ>

7 <https://www.facebook.com/stathis.kouvelakis/posts/10153056316520470?fref=nf>

8 Dans le débat cité en note 6, autour de la 52<sup>ème</sup> minute.

# Aux racines de la crise grecque

PAR HENRI WILNO

*La crise grecque est fréquemment ramenée à une crise de la dette (de la même façon que la crise économique internationale est parfois réduite à une crise financière). Cette caractérisation mérite au moins débat. Il apparaît en effet nécessaire de prendre en compte les caractéristiques et l'histoire du capitalisme et de l'Etat grecs. L'article qui suit, après un rappel des thèses en présence sur l'analyse de la crise grecque, traite de l'évolution de la Grèce avant l'entrée dans l'euro.*

**P**our les économistes « *mainstream* » (du courant dominant de la pensée économique actuelle) qui inspirent les politiques du FMI et de l'UE, la crise grecque est spécifique. Elle s'explique d'abord par des politiques budgétaires désastreuses (qui ont fait dérapier les déficits publics), assorties des déficiences structurelles de la société et de l'Etat grecs (faible capacité à recouvrer

giles que d'autres. Il faut aussi remarquer que ces explications, qui mettent l'accent sur une prétendue irresponsabilité collective des Grecs, toutes classes confondues, permettent d'exonérer de leurs responsabilités ceux qui ont gouverné la Grèce depuis des décennies ainsi que les sociétés étrangères avides de marchés grecs (Siemens, Dassault, etc.), tant il est vrai que qui dit corruption dit aussi corrupteurs.

moins radicales. Ils ne font pas abstraction de la crise actuelle du capitalisme et attribuent la forme spécifique qu'elle prend en Europe (notamment sa perpétuation alors que les USA semblent avoir redémarré) aux politiques économiques mises en œuvre dans l'Union européenne. Leurs analyses mettent également en cause l'architecture de la zone euro et prônent donc des réformes de celle-ci



l'impôt, clientélisme, corruption, etc.). Ce type d'explication ne renvoie ni à la crise du capitalisme international depuis 2007, ni à des évolutions structurelles du capitalisme grec. Tout au plus, la crise est-elle prise en compte comme un facteur qui a dégradé l'environnement international de la Grèce et mis en cause la qualité de la dette des pays semblant plus fra-

## ANALYSER LA CRISE GRECQUE

Ces positions servent de justification aux politiques impulsées par la Troïka (Commission européenne, FMI, Banque centrale européenne), qui ont abouti à un recul économique et social sans précédent sauf en période de guerre. Ces politiques sont rejetées par les économistes critiques de toutes nuances, plus ou

voire, pour certains, une rupture. Les travaux des économistes critiques présentent indiscutablement des apports intéressants mais on peut critiquer la fixation de certains d'entre eux, surtout des keynésiens, sur la sphère de la circulation





et sur les institutions. Leur principale erreur est de croire que les politiques d'austérité et de libéralisation conduites dans l'Union européenne et plus particulièrement dans les Etats supervisés par la Troïka sont absurdes et irrationnelles, alors qu'elles répondent aux intérêts des fractions dominantes du capitalisme européen.

Parmi les économistes marxistes, Costas Lapavitsas (économiste et député de Syriza lié à la plate-forme de gauche et très critique des positions de Tsipras et de Varoufakis dans la négociation avec l'Union européenne) défend une position spécifique. La crise actuelle est analysée comme une crise de la financiarisation des économies capitalistes<sup>1</sup> : les agents économiques (Etat, entreprises, personnes) sont de plus en plus intégrés aux circuits financiers via leur endettement ou à la détention d'actifs.. La crise est renforcée en Europe par l'architecture de la zone euro, favorable aux banques et au grand capital en général, et dont les mécanismes défavorisent les pays du Sud.

Pour expliquer la gravité particulière de la crise grecque, Lapavitsas met l'accent sur quatre facteurs : « d'abord, le secteur productif grec est particulièrement faible comme le montre l'énorme déficit de la balance courante du pays. Le capital productif grec n'est pas parvenu à s'ajuster aux conditions de la compétition dans la zone euro. Ensuite, l'Etat grec est gangrené par la corruption, l'inefficacité et le clientélisme. Ces faiblesses sont apparues au grand jour quand le pays a été frappé par la crise économique globale. Par ailleurs, l'élite politique a truqué systématiquement les informations statistiques, ce qui a réduit à néant sa crédibilité aux yeux des marchés financiers. Enfin, la taille du marché de la dette publique est réduite, ce qui a rendu plus facile une attaque par les spéculateurs. ».

Pour lui, la crise grecque actuelle ne renvoie donc pas du tout aux évolutions du taux de profit. Ce point est contestable et lui a attiré les critiques des auteurs d'un ouvrage récent d'analyse marxiste de la crise grecque (malheureusement seulement disponible en anglais)<sup>2</sup>.

Pourtant, la question de l'incidence de la baisse tendancielle du taux de profit dans la présente crise économique et

dans son évolution est importante. Certains auteurs s'acharnent à en traquer les manifestations dans tous les épisodes de la crise. Lapavitsas adopte à tort le point de vue inverse.

Mais on peut penser qu'il a raison quand il critique ceux qui croiraient d'une certaine façon pouvoir faire l'économie de « l'analyse concrète d'une situation concrète », ceux des économistes marxistes « qui croient que le marxisme et l'analyse marxiste du capitalisme peuvent être plus ou moins condensés dans la baisse tendancielle du taux de profit (...) Ce ratio, pour une par-

## UN ETAT TARDIF, UN CAPITALISME SPÉCIFIQUE

Contrairement à ce qu'on peut souvent entendre, la Grèce n'est pas dépourvue de ressources naturelles, tant agricoles (malgré des problèmes de pente des terres et d'accès à l'eau) que minières (bauxite, nickel, etc.). Le point noir est l'énergie mais la Grèce n'a pas l'exclusivité de cette contrainte. Si la Grèce n'a connu qu'un développement capitaliste rachitique, cela renvoie avant tout à son histoire. Tant politiquement qu'économiquement, la Grèce fait figue d'Etat dominé. Certains auteurs parlent d'un néo-colonialisme avant la

Avec Hiéronyme II, archevêque d'Athènes et de toute la Grèce : l'Eglise orthodoxe, un Etat dans l'Etat. DR.



**N**  
ΕΙΔΗΣΕΙΣ

**ΑΡΧΙΕΠΙΣΚΟΠΗ - πριν από  
Ο ΔΙΑΛΟΓΟΣ ΤΟΥ Α. ΤΣΙΠΡ**

tie de ces gens, indique tout ce qui est nécessaire de savoir au sujet du passé, du présent et de l'avenir du capitalisme ».

La crise grecque doit être analysée dans un double contexte : les évolutions structurelles du capitalisme et de la formation sociale de la Grèce comme facteurs internes, la situation du capitalisme international et l'appartenance à la zone euro comme facteurs externes.

lettre<sup>3</sup>.

L'Etat grec est un Etat tardif : la Grèce moderne naît entre 1822 et 1830 sans antécédent étatique préalable et après des siècles d'occupation turque. Les puissances étrangères imposent la monarchie sous un roi bavarois. L'administration est en partie composée de non-Grecs. Angleterre, Russie et France se proclament « puissances protectrices » et mettent de fait le pays en tutelle, en utilisant la dette



extérieure : en 1869, le Premier ministre anglais, Gladstone, parle d'« utiliser le levier de l'emprunt, à un moment propice, afin de conduire la Grèce à prendre des mesures intérieures pour une réduction réelle de ses dépenses, ce qui lui ouvrirait la voie vers plus de rigueur et de crédit (crédibilité.) »<sup>4</sup>

En effet, d'emblée, l'Etat grec a été endetté ; à plusieurs reprises, il a dû faire défaut sur sa dette. En 1893, sa dette extérieure se situait à presque 200 % de son produit intérieur brut, La dette devait servir à financer les dépenses publiques (notamment les importantes dépenses militaires liées aux guerres d'extension du territoire) : en

gnit ses frontières actuelles que par une série de guerres. On peut dire que ce n'est qu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle (avec l'arrivée au pouvoir du premier ministre Venizelos en 1910) qu'a été entrepris un réel début de modernisation de l'Etat et de l'économie. Cependant l'histoire grecque a continué d'être agitée. Après un conflit désastreux avec la Turquie (qui a abouti à la « Grande catastrophe » de 1922), l'occupation allemande lors de la Deuxième Guerre mondiale y a été particulièrement dure et, au sortir de la guerre, les infrastructures étaient en ruines. Anglais et Américains mirent ensuite tout leur poids du côté de la

aux frontières du nouvel Etat grec ; elle se trouvait dans les îles, à Istanbul, à Smyrne (devenue Izmir), etc. Les Grecs jouaient un rôle essentiel dans l'économie de l'empire ottoman, notamment dans le commerce et la banque. Cette situation fut radicalement mise en cause par l'échec de la tentative de l'Etat grec de mettre la main sur toute la Turquie d'Europe et une partie de l'Asie mineure au lendemain de la Première Guerre mondiale : lors de la « Grande catastrophe », 1 300 000 Grecs d'Asie durent partir (et 400 000 « Turcs » furent expulsés dans l'autre sens).

Une partie des capitaux et du savoir-faire de cette bourgeoisie fut investie dans l'Etat grec (à l'image de la famille Onassis, originaire de Smyrne). Mais le bastion le plus puissant de la bourgeoisie grecque avait disparu. L'héritage de cette bourgeoisie essentiellement financière et marchande se perpétue à travers deux caractéristiques du capitalisme grec moderne : l'importante internationalisation de certains secteurs (surtout l'armement maritime) et son moindre développement industriel<sup>5</sup>. L'économie de l'Etat grec est longtemps restée dominée par l'agriculture, le commerce et les activités maritimes. Le déficit commercial est chronique ; le pays importe des céréales, des carburants et des produits manufacturés et exporte des produits agricoles et quelques métaux. Le développement du capitalisme moderne grec est donc lent. Même si des infrastructures sont progressivement mises en place et si la production industrielle progresse après la Première Guerre mondiale, en dehors de l'armement maritime, le capitalisme grec ne décolle vraiment que dans les années 1950.

#### DES ANNÉES « GLORIEUSES » PARTICULIÈRES

Jusqu'à la crise de 1973, le capitalisme et l'industrie prirent leur envol sur une double base : forte intervention de l'Etat et recours au capital étranger<sup>6</sup>, car le capital grec était plutôt attiré par l'immobilier, le commerce et l'étranger. La croissance était forte : de 6 à 7 % par an entre 1950 et 1970. La production d'électricité (nationalisée) fut multipliée par plus de six entre 1959 et 1973. L'agriculture se modernise et sa production augmente. Le tourisme prit son essor. La marine se reconstitua, se concentrant (trois armateurs contrôlant un tiers du tonnage) et devenant la première du monde dans la décennie 1960 (un peu plus



## ο τίγο ΠΑ ΜΕ ΤΟΝ ΑΡΧΙΕΠΙΣΚΟΠΟ

effet, les gouvernements grecs successifs préférèrent recourir à l'endettement plutôt que d'augmenter les impôts. Les emprunts extérieurs servirent en large partie à acheter des équipements dans les pays créanciers. Les taux d'intérêt versés sur la dette étaient particulièrement élevés, ce qui en faisait un placement plus rentable que l'investissement dans les entreprises. L'Etat grec était à sa création sensiblement moins étendu qu'actuellement, et n'attei-

monarchie et de la droite grecques pour écraser les communistes lors de la guerre civile. Un coup d'Etat militaire avec soutien américain eut lieu en 1967. La tension avec la Turquie voisine était utilisée pour justifier des achats considérables de matériel militaire. Tout cela a pesé sur le développement économique.

Un Etat tardif et un capitalisme spécifique : lors de l'indépendance, l'essentiel de la bourgeoisie grecque était extérieure



de la moitié de la flotte seulement navigait sous pavillon grec). En 1963 s'ouvrit la première usine sidérurgique grecque. A la fin des années 1960, le capital étranger contrôlait le tiers du total des actifs industriels et encore plus dans les nouveaux secteurs (cf. Péchiney pour l'aluminium). Dans les industries traditionnelles (agro-alimentaire, textile), les entreprises étaient de très petite taille.

Cependant, cette nouvelle industrialisation ne satisfaisait pas aux besoins de la Grèce en biens d'équipement et biens de consommation modernes, qui devaient être importés. Les exportations étaient dominées par les produits agricoles. Par ailleurs, ces années « glorieuses » du capitalisme grec se distinguent de la même période en Europe occidentale par le fait qu'elles venaient après une défaite sanglante du mouvement ouvrier : les salaires étaient faibles, la protection sociale restait dérisoire et les inégalités progressaient. Le taux de profit était élevé.

Après la chute de la dictature, la Grèce subit le contrecoup de la crise des années 1970. Les secteurs industriels modernes progressaient peu à l'exception de la production pharmaceutique (l'industrie représentait 20 % de l'emploi et 23 % du PIB). L'Etat continuait de jouer un rôle majeur et les salaires commençaient à augmenter (la liberté syndicale était rétablie). En 1981, la Grèce intégra l'Union européenne. Elle bénéficia alors de transferts financiers européens mais, globalement, le capitalisme grec résista mal au choc de l'ouverture de son marché intérieur et les échanges commerciaux se détériorèrent.

En 1981 aussi, la gauche non communiste (le PASOK) remporta les élections législatives. Une politique économique keynésienne fut lancée et le système de protection sociale, considérablement renforcé. Le niveau de vie des classes populaires augmenta. Cette politique keynésienne dans un contexte de crise du capitalisme, et compte tenu des faiblesses structurelles de l'appareil productif grec, contribua également au déficit du commerce extérieur. La fiscalité ne fut pas réformée, d'où un déséquilibre budgétaire (accru par les recrutements clientélistes dans la fonction publique).

En 1985, le gouvernement toujours dirigé par le PASOK se convertit à la rigueur budgétaire, aux privatisations et aux réformes libérales de la protection sociale. La croissance revient au milieu des années 1990

(FMI et OCDE se félicitent du succès grec) mais les déficiences de l'appareil industriel perdurent, le commerce extérieur est déficitaire de même que le budget. En effet, la fiscalité n'est toujours pas réformée. Quant au taux de profit, il n'est pas revenu au niveau antérieur à la crise des années 1970<sup>7</sup>.

La dette publique est passée de 22,9 % du PIB en 1980 à 47,8 % en 1985 et à 79,6 % en 1990, puis à 111,6 % en 1996 (en nécessitant de plus en plus un afflux de capitaux extérieurs). Pour expliquer sa progression, l'accent est souvent mis sur le déséquilibre des finances publiques, d'autant que les chiffres ont été dans le passé manipulés. Effectivement, la Grèce a enregistré un déficit budgétaire chronique, mais le tableau ci-après montre qu'il relève avant tout de recettes insuffisantes : en pourcents du PIB, les dépenses publiques de la Grèce ont été, durant la période 1995-2002, en moyenne équivalentes à celles de l'Union européenne, alors que ses recettes se situaient à un niveau sensiblement moins élevé.

### Finances publiques

#### Moyenne 1995-2012 (% du PIB)

	UNION EUROPÉENNE (15 PAYS)	GRÈCE	ECART
DÉPENSES PUBLIQUES	48,1	48,7	0,6
RECETTES PUBLIQUES	45	41,4	-3,7
DÉFICIT	-3	-7,3	4,3

Source: Eurostat, government finance statistics.

L'observation des recettes fiscales montre la faiblesse de celles tirées de l'impôt sur le revenu. Les salariés n'y échappent pas. Par contre, les nombreux non salariés (commerçants, artisans, patrons de PME, membres des professions libérales...) sous-déclarent leurs revenus, voire bénéficient d'avantages fiscaux (comme les paysans). Il faut ajouter à cela les privilèges des armateurs (qui sont même inscrits dans la Constitution) et de l'Eglise orthodoxe.

Sous-jacent à cette structure fiscale, se trouve donc le système d'alliances de classes qui structure la société grecque. Les dépenses publiques ne sont pas excessives par rapport à la norme européenne, mais leur examen montre la faiblesse des dépenses sociales au sens

large (éducation, santé et protection sociale) alors que les dépenses militaires et liées à la dette sont élevées et que le poids des salaires de la fonction publique est en ligne avec la moyenne européenne.

La Grèce ne dépense donc pas trop (« ne vit pas au-dessus de ses moyens »), mais les classes dominantes et les grands partis (droite et PASOK des années 1980) ont organisé depuis des années un système d'inefficacités voulues (il n'existe pas de fichier d'entreprises satisfaisant<sup>8</sup>, alors qu'entre 1945 et au moins 1974, l'Etat grec s'est donné les moyens de fichier des millions de personnes soupçonnées de sympathies de gauche), de privilèges fiscaux et de clientélisme qui conduit à des gaspillages et à une corruption dont certains bénéficient.

La Grèce du début des années 2000 est donc bien un capitalisme « dépendant et rentier »<sup>9</sup>. C'est ce capitalisme qui a été confronté à l'impact de l'insertion dans la zone euro et de la crise économique internationale. □

1 Voir deux interviews traduites en français de Costas Lapavistas : « Déflation, "bon euro" ou rupture ? » (propos recueillis par Cédric Durand), <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18074>, et « La deuxième phase et les défis de la sortie de l'euro » (propos recueillis par Sebastian Budgen), <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18074> (il peut être utile de se référer à la version originale en anglais, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34600>).

2 « Greek Capitalism in Crisis - Marxist analyses », edited by Stavros Mavroudeas - Routledge 2014. [www.gbv.de/dms/zbw/779313909.pdf](http://www.gbv.de/dms/zbw/779313909.pdf)

3 « Regards sur la « crise » grecque », sous la direction de Joëlle Dalègre, L'Harmattan, 2013.

4 « Dette Publique et dépenses militaires : La Grèce et la question d'Orient », Georges B. Dertilis, [http://www.dertilis-history.gr/App\\_Upload/arthra/dette\\_publique2.pdf](http://www.dertilis-history.gr/App_Upload/arthra/dette_publique2.pdf)

5 « Capitalism and dictatorship in postwar Greece », N. Mouzelis, *New Left Review*,

[newleftreview.org/static/assets/.../pdf/NLR09403.pdf](http://newleftreview.org/static/assets/.../pdf/NLR09403.pdf)

6 « La Grèce et les Balkans », Tome 3, Olivier Delorme, Folio, 2013.

7 « Greek Capitalism in Crisis - Marxist analyses », op. cit.

8 « La Grèce des réformes », Vincent Gouzi in « Regards sur la crise grecque », op. cit.

9 « Grèce : une économie dépendante et rentière », Michel Husson, <http://alencontre.org/europe/grece-une-economie-dependante-et-rentiere.html>

# S'opposer aux concessions à l'austérité

PAR SOTIRIS MARTALIS

*Sotiris Martalis est un responsable de DEA, membre du comité central de Syriza. Nous reproduisons ici l'interview qu'il a accordée fin février 2015 au site de l'ISO (International Socialist Organization) états-unienne, socialistworker.org<sup>1</sup>.*

## Que peux-tu nous dire des attentes envers le gouvernement de Syriza après les élections du 25 janvier ?

Les espoirs que les gens placent dans le nouveau gouvernement ont été et restent grands. Mais il faut comprendre que ce qu'ils en attendaient était plus limité. Une phrase que l'on entend régulièrement sur les lieux de travail est : « je serais heureux si Syriza pouvait appliquer 30 % de ses promesses. » Les travailleurs grecs, qui ont vécu les conditions des dernières années, sont conscients des difficultés et obstacles que rencontre un nouveau gouvernement. Le soutien à ce gouvernement s'est renforcé après les premières déclarations de plusieurs ministres – que des privatisations telle que celle de la compagnie d'électricité seraient stoppées, que le salaire minimum serait augmenté, que les conventions collectives seraient restaurées –, ainsi que des gestes symboliques importants comme l'enlèvement des barrières métalliques qui entouraient le siège du parlement ou le retrait des cars de la police anti-émeute qui étaient stationnés en permanence devant tous les ministères.

Pendant les négociations avec les Européens, il y a eu deux journées de manifes-

tation en soutien au gouvernement dans toutes les grandes villes, avec la participation de centaines de milliers de personnes. A ce moment-là, les sondages indiquaient que 83 % des gens avaient un jugement positif, ou plutôt positif, sur les premiers pas du nouveau gouvernement.

Mais au fur et à mesure que l'accord avec l'Union européenne a commencé à prendre forme, et après que Syriza a proposé au poste de président de la République un candidat membre et ancien ministre du parti de droite Nouvelle Démocratie, les gens de gauche ont commencé à se poser des questions. Dans le même temps, les partis bourgeois et les médias rendaient hommage à la maturité et au réalisme de Syriza.

Lorsque l'on a pris connaissance de l'accord avec les Européens, on a observé deux types de réactions. D'un côté, il y a eu le soulagement que la Grèce n'ait pas subi d'effondrement financier du fait d'une panique bancaire qui aurait nécessité des mesures drastiques telles que des restrictions aux retraits d'argent. Mais de l'autre, il y a eu de la déception face au recul rapide du gouvernement.

Les travailleurs voient bien que c'est un

recul net par rapport à ce que le gouvernement avait promis de faire, et ils attendent de voir quelles autres promesses seront trahies – et ce qu'il se passera au cours des quatre prochains mois de prolongation du mémorandum.

## Pourquoi l'Eurogroupe a-t-il adopté cette position dans les négociations ? Pourquoi n'a-t-il pas accepté de desserrer l'austérité ?

L'Eurogroupe a adopté une position très dure, en refusant catégoriquement d'assouplir les mesures d'austérité imposées à la Grèce. Il y a à cela deux raisons, me semble-t-il.

La première est que l'Eurogroupe traduit le consensus politique des classes dirigeantes en Europe. L'austérité leur a permis, jusqu'à présent, de faire porter le poids de la crise par ceux qui dans la société sont au bas de l'échelle.

La seconde raison est que l'exemple d'une Grèce défiant l'austérité pourrait être suivi par d'autres pays. Il y aura en Espagne des élections générales au mois de novembre et le parti radical Podemos est en tête ou près de la tête des sondages. La montée du Sinn Fein en Irlande offre un autre exemple d'un parti anti-austérité qui gagne un soutien croissant. En étranglant la Grèce et en l'enfermant dans le corset de l'austérité, ils veulent saper les espoirs d'une sortie de l'austérité que la victoire de Syriza a produits en Europe.

Dans ce sens, on peut dire que le camp de Wolfgang Schäuble [le ministre allemand des finances] a gagné la première bataille de cette guerre. La négociation avec les créanciers, malheureusement, a déjà fixé des limites au programme de Syriza et à ses capacités à le mettre en œuvre.

Pendant la campagne électorale, la direction de Syriza avait promis que le programme de mesures initiales annoncé à la Foire internationale de Thessalonique – rétablir à 751 euros le salaire minimum mensuel, exempter les premiers 12 000 euros de l'imposition annuelle sur le revenu, réta-

Alexis Tsipras avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. DR.





blir les conventions collectives, etc. – serait mis en œuvre immédiatement par le nouveau gouvernement, indépendamment des négociations avec les crédeurs. Il s'avère aujourd'hui que l'application des mesures du programme de Thessalonique ayant le plus d'importance pour la classe ouvrière sera reportée d'au moins un an.

### **Vu la position dure de l'Eurogroupe dans les négociations, y avait-il une alternative au fait d'accepter un prolongement de quatre mois du plan « d'aide » et du mémorandum ?**

Le gouvernement a décrit l'accord avec les Européens comme une nécessité découlant des résultats de la politique du gouvernement précédent, ainsi que de l'expiration imminente – au 28 février – de l'accord d'aide financière. Ses membres proclament qu'ils ont gagné du temps, quatre mois pour préparer d'autres négociations dans lesquelles davantage de résultats pourront être obtenus.

Mais la vérité est qu'ils n'ont préparé aucune autre option. Depuis les élections, la direction de Syriza est passée du slogan « aucun sacrifice pour l'euro » à celui de « nous nous battons pour rester dans l'euro ». Ils ont répandu des illusions quant au fait que les Européens céderaient face aux propositions d'un gouvernement démocratiquement élu disposant d'un mandat populaire tout frais.

Dès le début, lors de la formation du gouvernement, ils ont fait part de leur volonté d'aboutir à des compromis. L'alliance avec le parti de droite des Grecs Indépendants a été une décision unilatérale de la direction du parti, sans aucune consultation des instances élues. La même chose vaut pour la nomination à des postes de responsabilité gouvernementale, notamment dans le domaine de l'économie et des banques, de gens qui n'ont pas une perspective radicale mais sociale-démocrate. Et il y a en plus la nomination d'une personnalité de droite comme président de la République.

Ces décisions ont constitué très clairement un signal de ce que le gouvernement veut faire – du compromis qu'il était prêt à passer. Il va sans dire que les dirigeants de Syriza n'ont pas préparé le parti, ni plus largement la société, à la probabilité d'un refus de la part de l'Eurogroupe, pas plus qu'à la possibilité d'une rupture avec l'euro.

### **Quelles ont été les réactions face à cette retraite, dans la gauche et plus généra-**

### **lement dans le mouvement ouvrier ?**

J'ai déjà décrit les premières réactions dans la société et dans la classe ouvrière. Au sein de la gauche, une majorité considère l'accord comme un recul. Une partie de la tendance majoritaire de Syriza, qui soutient Tsipras, défend l'accord comme quelque chose de nécessaire, tandis que d'autres le rejettent.

En dehors de Syriza, la coalition anticapitaliste Antarsya a appelé à une manifestation de protestation contre l'accord, place Syntagma. 500 personnes y auraient participé selon les comptes rendus de presse. Le Parti communiste a également appelé à une manifestation, qui se déroulera après cet entretien.

L'opposition la plus substantielle se situe au sein même de Syriza. Le 26 février, il y a eu une réunion du groupe parlementaire qui a duré onze heures et dans laquelle 140 des 149 députés ont pris la parole. De nombreuses objections ont été exprimées et, finalement, plus de 30 députés sur les 120 qui étaient encore présents ont voté contre cet accord ou se sont abstenus.

L'accord sera soumis à une réunion extraordinaire du comité central du parti, les 28 février et 1<sup>er</sup> mars 2015 [après cet entretien]. La plateforme de gauche – qui représente de 30 à 35 % du parti – a fait part de son opposition à cet accord, de même qu'une aile gauche au sein de la tendance majoritaire de Syriza.

Au-delà de ces réunions des instances dirigeantes de Syriza, des discussions sont prévues dans des dizaines de sections et d'organisations de base du parti.

### **Quelles possibilités y a-t-il d'organiser une contestation de gauche face aux concessions faites par Tsipras et Varoufakis ? Et est-ce qu'un tel processus se déroulera au sein de Syriza, ou nécessitera une mobilisation plus large ?**

A ce jour, il n'y a pas encore de protestations prévues par les syndicats ou les mouvements sociaux. Au sein des syndicats, les forces de la plateforme de gauche joignent leurs voix pour appeler le gouvernement à ne pas céder et à rester ferme sur ses promesses. Il y a quelques jours, la principale confédération ouvrière du secteur public a décidé d'organiser des assemblées générales de tous ses syndicats, ainsi qu'un meeting. Mais ces évolutions sont lentes. Pour parler franc, les travailleurs sont toujours dans l'attente de ce que va faire le gouvernement. Il y a plus de débats en cours dans les instances dirigeantes de Syriza, notamment son comité central, et parmi sa base militante; Mais

nous devons avoir à l'esprit qu'il ne s'agit pas d'un 100 mètres, mais d'une course de fond.

Le gouvernement va également dans l'autre direction quand il annonce les premières lois proposées au parlement. Cela commencera lundi prochain avec la loi sur la réponse à la crise humanitaire. Il s'agit de donner gratuitement de l'électricité et de la nourriture aux 300 000 foyers les plus pauvres, ainsi que de lancer un programme de logement pour les 30 000 personnes qui sont actuellement sans toit.

Une autre loi annulerait les peines d'emprisonnement pour les dettes inférieures à 50 000 euros et allongerait les délais de paiement des arriérés d'impôt. Il y a des propositions consistant à taxer ou restreindre les opérations financières de ceux qui ont transféré des montants importants à l'étranger – à l'instar des noms cités dans la « liste Lagarde », plusieurs milliers de personnes disposant de comptes non déclarés à la HSBC de Genève.

Une autre proposition de loi concerne le redémarrage d'ERT, la radio-télévision publique que le précédent gouvernement dirigé par la Nouvelle Démocratie avait fermée, en licenciant tous ses salariés.

Le gouvernement a en outre annoncé la mise en place d'un comité parlementaire chargé d'enquêter sur les mémorandums avec la troïka et dans ce cadre d'éventuelles responsabilités pénales.

Je voudrais insister sur le fait que l'accord avec les créanciers constitue évidemment une concession dramatique, mais n'est qu'un épisode dans une voie qui en connaîtra bien d'autres. Les contradictions de cet accord sont énormes. Le facteur qui peut modifier la situation est la mobilisation des masses, sur la base de leurs revendications et de leurs espoirs en une alternative, accumulés tout au long des années de barbarie des mémorandums.

Dans ce cadre, le rôle de Syriza ne devrait pas être sous-estimé. Le parti est constitué d'un réseau national de militants politiques et syndicaux qui a combattu ces dernières années dans la résistance ouvrière et populaire. Aujourd'hui, dans les conditions nouvelles, ses membres peuvent ouvrir la voie de la résistance, en avançant des réponses politiques radicales et en insistant sur l'objectif de renverser l'austérité. □

*<http://socialistworker.org/2015/03/02/confronting-concessions-to-austerity>. Traduit en anglais par Antonis Martalis, retraduit en français par Jean-Philippe Divès.*

# Grèce : Keynes ou Marx ?

PAR MICHAEL ROBERTS

*Les conceptions de Costas Lapavitsas sont influentes au sein du Courant de gauche de Syriza, le principal courant critique vis-à-vis de la direction d'Alexis Tsipras. Dans une interview parue récemment sur le site états-unien du « Jacobin »<sup>1</sup>, Lapavitsas affirmait que ce sont les idées de Keynes et non celles de Marx qui permettent de comprendre la crise grecque et comment y répondre.*

*L'économiste marxiste britannique Michael Roberts a réagi à ces propos dans ce texte paru sur son blog le 14 mars 2015<sup>2</sup> (traduit de l'anglais par Jean-Philippe Divès).*

**L**es Grecs ont donc obtenu un répit de quatre mois, marqué par la prolongation du plan de « sauvetage » accordé entre l'ancien gouvernement conservateur et la Troïka. Mais cet espace de respiration déjà limité ne cesse de se réduire. L'économie grecque continue de suffoquer<sup>3</sup>.

## UN ENTRETIEN AVEC COSTAS LAPAVITSAS

C'est le moment de réfléchir à une solution pour le peuple grec à l'issue de ces quatre mois. Et c'est ce qui rend si intéressante la récente interview, parue dans le *Jacobin*, du député de Syriza et économiste marxiste, Costas Lapavitsas, un membre dirigeant de la plateforme de gauche de Syriza. Celui-ci s'exprime franchement et clairement, en n'épargnant pas la gauche réformiste représentée par l'actuel ministre des finances, Yanis Varoufakis, ni ce qu'il appelle les « ultragauches » du KKE et d'Antarsya (ainsi que d'autres marxistes non réalistes qui ne sont pas identifiés).

[...] Nouveau venu à la politique parlementaire, Lapavitsas a cependant été un militant anticapitaliste durant la plus grande partie de sa vie et est connu pour son travail théorique incisif et complexe sur l'économie politique de la monnaie, du crédit et de la financiarisation<sup>4</sup>. Ayant travaillé à Londres avec le Groupe d'études sur la monnaie et la finance, il a produit des analyses concrètes des origines et du cours de la crise européenne et publié récemment, en commun avec l'économiste allemand néokeynésien Heiner Flassbeck, une sorte de manifeste pour une rupture radicale avec l'euro.

Cette interview longue et approfondie est excellemment conduite par Sebastian Budgen. Je concentrerai ici mes commentaires sur ce qui me semble essentiel afin de comprendre l'état de l'économie capitaliste grecque, ainsi que les alternatives politiques ouvertes à Syriza et au peuple grec.

Lapavitsas critique la position adoptée par la direction de Syriza dans ses négociations pour la prolongation de l'aide financière de l'UE. Pour lui, l'erreur de Varoufakis et Tsipras n'est pas de s'être écartés de l'objectif d'une annulation ou renégociation de la dette, mais d'avoir capitulé sur ce plan devant la Troïka parce qu'ils n'étaient pas prêts à sortir de l'euro. « Syriza tentera d'en terminer avec l'austérité, de réduire la dette – par une restructuration ou une annulation – et plus généralement de changer le rapport de forces social, économique et politique en Grèce et en Europe, sans rompre avec l'union monétaire ni entrer globalement en conflit avec l'Union européenne. C'est clairement ce que ce gouvernement indique. »

Pour Lapavitsas, il est impossible d'en finir avec l'austérité en restant dans l'euro, et c'est cela qui est erroné dans la position de Varoufakis. « Le gouvernement est allé négocier avec l'approche [...] selon laquelle il pouvait exiger des changements significatifs, y compris la levée de l'austérité et une annulation de dette, tout en restant fermement dans le cadre de l'union monétaire. »

Lapavitsas a raison de dire qu'il importe peu de savoir si Varoufakis est ou non un marxiste<sup>5</sup>. Comme il le signale, c'est un économiste hétérodoxe qui à juste titre « a rejeté l'économie néoclassique », mais n'a jamais été « un

homme de gauche, de la gauche révolutionnaire » et fut un temps un conseiller de [l'ancien premier ministre du PASOK] Georges Papandréou. Effectivement, comme il le signale, les étiquettes sont secondaires : ce qui est importe, ce sont les analyses et la politique. Et de ce point de vue, il est clair que Varoufakis tient plus de Keynes que de Marx.

## KEYNES OU MARX ?

C'est là que vient la partie la plus intéressante. Lapavitsas poursuit : « Soyons francs. Malheureusement, Keynes et le keynésianisme restent les meilleurs instruments à notre disposition, même pour nous, marxistes, afin de traiter les questions de politique aujourd'hui et maintenant. La tradition marxiste est très puissante pour traiter les questions de moyen et long terme, et bien entendu pour comprendre les dimensions sociales et de classe de l'économie et de la société. De ce point de vue, elle est sans équivalent. Mais pour les politiques concrètes et actuelles, malheureusement, Keynes et le keynésianisme continuent d'offrir même aux marxistes un pack d'idées, concepts et outils très important. C'est la réalité... Je me suis moi-même associé, ouvertement et explicitement, à des keynésiens. Si vous me montriez une autre façon de faire, j'en serais ravi. Mais je peux vous assurer, après avoir travaillé pendant des dizaines d'années sur la théorie économique marxiste, que tel n'est pas le cas aujourd'hui. »





Ainsi l'économie marxiste serait tout sauf utile au regard des problèmes immédiats du peuple grec. Ainsi que Sebastian Budgen le signale, Costas Lapavitsas veut établir « une distinction entre le marxisme comme outil analytique et le keynésianisme comme outil politique. » Il l'énonce ainsi : « le marxisme a trait au renversement du capitalisme et à la marche vers le socialisme. Cela a toujours été et sera toujours le cas. Le keynésianisme, lui, vise à améliorer le capitalisme et même à le sauver de lui-même, c'est vrai. Mais quand on vient à des questions telles que la politique fiscale, celle des taux de change, la politique bancaire, etc. – des questions sur lesquelles la gauche marxiste doit nécessairement se positionner si elle veut faire de la politique sérieusement, plutôt que de dénoncer le monde entier depuis des petites salles –, les concepts sur lesquels le keynésianisme a travaillé jouent un rôle indispensable pour élaborer une stratégie, qui reste marxiste. Il n'y a malheureusement pas d'autre voie. Plus tôt les marxistes le comprendront, plus pertinentes et réalistes deviendront leurs propres positions. »

Ainsi Keynes serait réaliste et politiquement pertinent, alors que l'économie marxiste ne l'est pas ? Est-ce vrai ? Le marxisme est-il uniquement un outil analytique et une stratégie de long terme pour le socialisme, non pertinent ou moins pertinent que les catégories keynésiennes de la dévaluation, de la dépense publique et de la politique monétaire, pour les tâches immédiates d'un gouvernement qui tente de réparer une économie brisée ? Venant d'un marxiste, je trouve cela surprenant. Syriza a aujourd'hui la possibilité de faire campagne auprès du peuple grec en vue d'appliquer des mesures socialistes qui substitueraient au grand capital grec une économie domestique fondée sur le bien public. Mais il semble que les deux ailes de Syriza ne visent que des solutions keynésiennes, les uns (Tsipras/Varoufakis) voulant le faire dans le cadre de l'euro tandis que les autres (Plateforme de gauche) disent que c'est impossible et que pour y parvenir il faut sortir de l'euro.

Je ne suis certes pas contre l'utilisation de moyens keynésiens dans le cadre de mesures socialistes pour la

Grèce ; par exemple, des impôts progressifs, de la dépense publique, des droits au travail, un salaire minimum (mais pas sûr que ce dernier soit vraiment keynésien). Cependant, de telles mesures doivent entrer dans le cadre d'un programme de rupture avec le capitalisme et non viser à le faire mieux fonctionner – dans ou hors de l'euro.

#### GREXIT ?

Lapavitsas énonce clairement son alternative : « la solution évidente pour la Grèce aujourd'hui même [...] la solution optimale serait une sortie négociée. Pas nécessairement une sortie conflictuelle, mais une sortie négociée. » Celle-ci inclurait une annulation de 50 % de la dette détenue par l'Union européenne et la protection de la nouvelle monnaie grecque (dévaluée de seulement 20 %) grâce à des liquidités en provenance de la BCE.

Lapavitsas estime que cette politique pourrait même recevoir le soutien d'Allemands désireux de débarrasser l'eurozone de la Grèce : « Schäuble a affirmé, du moins des ministres grecs l'ont cité affirmant qu'il avait proposé dès 2011 d'aider la Grèce à sortir de l'euro. Je vois bien, du point de vue de la structure de pouvoir des Allemands, pourquoi ils pourraient être tentés par cette idée. » Quant au FMI, il soutiendrait probablement une restructuration de la dette. La dévaluation n'excéderait pas 20 % parce que le coût du travail a déjà diminué considérablement.

Pour Lapavitsas, le « succès » de la restructuration de la dette argentine et de la dévaluation du peso en 2002 sont l'exemple à suivre. « Je m'empresse d'ajouter que le cas de l'Argentine (même si je ne veux sûrement pas dire que ce serait un phare pour la gauche) est très déformé et mal compris. Ce qui a été obtenu dans ce pays après le défaut et la sortie était largement meilleur pour les classes populaires que la situation précédente et ce qui se serait passé si le pays avait continué à suivre la même voie. J'insiste : pour les classes populaires. En termes d'emploi comme de revenus, c'est sans comparaison. »

Je n'en suis pas convaincu. Dans une étude rédigée en commun avec Guglielmo Carchedi<sup>6</sup>, nous avons montré que le redressement des revenus réels en Argentine après la crise de 2001 avait plus à voir avec le défaut sur la dette et la récupération de la profitabilité du capital argentin. Mais le répit

résultant de la rupture de l'arrimage au dollar n'a pas restauré une croissance économique stable. Après quelques années marquées par un boom des exportations de matières premières, l'économie argentine est retombée dans la crise malgré les politiques keynésiennes adoptées par son gouvernement. Depuis 2011, le PIB par habitant a chuté de 6 %.

Même si la Troïka donnait son accord à une telle « sortie négociée », ce qui est très hypothétique, et si la nouvelle drachme n'était dévaluée que de 20 %, ce qui est improbable, l'économie grecque resterait à genoux, dans l'incapacité de relever le niveau de vie de la majorité. La dévaluation et la hausse des prix mangeraient tous les gains provenant d'exportations moins chères. Lapavitsas semble d'ailleurs le reconnaître : « les salaires doivent être relevés, mais même s'ils augmentent on



**John Maynard Keynes  
(1883-1946)**

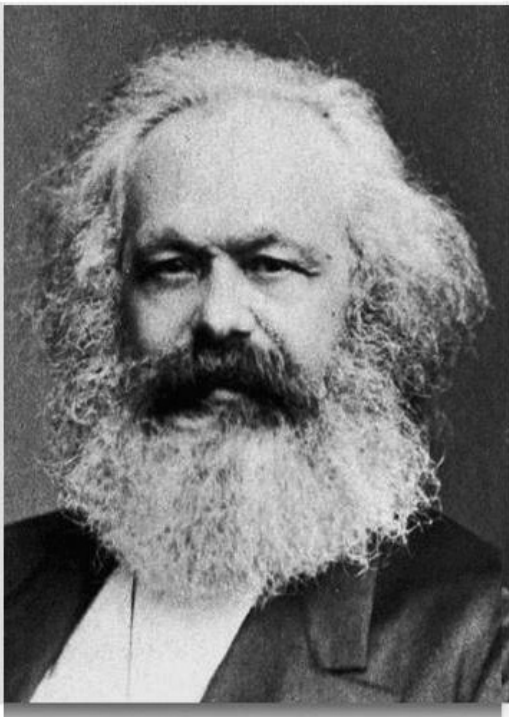
DR.

ne reviendra pas au point de départ. Ce n'est juste pas faisable en ce moment. Nous avons pour cela besoin d'une stratégie de croissance. » Exact.

#### POURQUOI S'ARRÊTER LÀ ?

Que le Grexit soit négocié ou non, le gouvernement devrait agir pour contrôler les flux de capitaux (ce qui n'est pas illégal même dans le cadre de l'euro). Et les banques devraient être

nationalisées. « La redénomination créerait un problème pour les banques, et évidemment leur nationalisation serait immédiatement nécessaire. La nationalisation des banques est clairement aujourd'hui vitale pour l'économie grecque parce que le système bancaire privé, ou le système bancaire en général, a failli. Nous ne ferions donc pas quelque chose de particulièrement choquant. » Mais alors, pourquoi s'arrêter là ? Pourquoi ne pas proposer de remplacer le « grand capital » par la propriété publique sous contrôle des travailleurs et un plan de croissance ? Apparemment, ce serait quelque chose pour le futur, à moyen terme, mais pas pour maintenant. « Je suis très sceptique là-dessus dans le contexte actuel de la Grèce [...] Ce sont des questions de moyen terme, auxquelles s'atteler une fois résolus les questions de la dette, de la pression fiscale et de l'union monétaire. »



**Karl Heinrich Marx**  
(1818-1883)

Mais l'un peut-il être fait sans l'autre ? Lapavitsas enfonce le clou : « Je ne crois pas que Syriza devrait engager maintenant un vaste programme de nationalisation. Ce qui est nécessaire est bien sûr de nationaliser les banques. Et de garantir la fin des privatisations, en particulier pour l'électricité [...] De mettre en place immédiatement une stratégie de croissance et de relance en dehors de l'euro, et sur cette base d'avoir un

plan de développement à moyen terme. » La dernière phrase est clé selon moi. Si j'étais Costas, je défendra aujourd'hui dans Syriza un tel programme, étendu et approfondi, pour remplacer le capitalisme. Pour moi, l'analyse marxiste du capitalisme grec conduit au choix politique de son remplacement maintenant, dans ou hors de l'euro. Mais pour Costas, une analyse marxiste est une bonne chose, mais les choix politiques devraient être keynésiens – parce que ceux-ci seraient plus praticables ?

Et pourtant Lapavitsas reconnaît dans un passage de l'interview que le problème de l'économie grecque n'est pas d'être entrée dans l'euro en tant que tel, mais la faiblesse du capitalisme grec qui se traduit dans son manque de compétitivité : « l'accent mis sur le secteur des services signifie que la Grèce est devenue internationalement non compétitive, car les services sont bien connus pour n'être pas particulièrement compétitifs. »

Comme Frances Coppola l'a indiqué dans un envoi récent sur son blog<sup>7</sup>, « le problème de la Grèce a été de longue date la compétitivité. Depuis un demi-siècle, elle subit un déficit commercial important et persistant. » Elle poursuit : « Le surendettement de la Grèce empêche toute récupération. Mais il ne s'agit pas seulement de la dette du secteur public. Le vrai problème est que les secteurs public et privés sont tous deux surendettés. »

Comme l'économiste post-keynésien Steve Keen l'a récemment signalé, « si la Grèce a certainement ses problèmes spécifiques – en particulier avec ses comptes courants –, tant le boom apparent d'avant-crise que la crise elle-même ont une même cause que dans le reste de l'OCDE : la bulle d'une dette privée qui a éclaté en 2008. La dette privée a crû rapidement avant la crise – de plus de 10 % du PIB en moyenne annuelle. » Le déficit des comptes publics n'ayant pas augmenté dans cette période, le déficit du secteur privé a été financé par des flux de capitaux extérieurs. En d'autres termes, le secteur privé a emprunté à l'étranger pour financer ses dépenses d'investissement, avec pour conséquence une dégradation de la balance des paiements.

Coppola résume la situation : « l'histoire de la crise grecque n'est pas vraiment celle d'une prodigalité budgétaire débouchant sur un "arrêt brusque". C'est celle de la prodigalité du secteur privé

, alimentée par une dette extérieure croissante, résultant elle-même (ou étant causée par) une compétitivité en berne. »

Le capitalisme grec a failli. Il a échoué à investir, en particulier dans les secteurs productifs de l'économie. Les investissements et le capital étrangers ont dominé l'économie grecque puis l'ont abandonné à son sort aux premiers signes des difficultés.

#### UNE CONCEPTION DE SECONDE ZONE

Comment expliquer cette faiblesse ? Pour cela, les marxistes regardent l'évolution et le niveau de la profitabilité des entreprises grecques. Ces derniers sont lamentables. S'y ajoute le bas niveau de l'investissement dans les secteurs productifs de l'économie. Avant la grande récession, l'économie grecque était de plus axée sur la spéculation dans l'immobilier et la construction, tout en reposant sur l'investissement étranger et les subventions européennes.

La cause ultime de la crise grecque réside dans une profitabilité faible et déclinante, sa cause plus immédiate étant la forte augmentation du capital fictif destiné à la compenser et la bulle consécutive qui a finalement explosé. Mais apparemment, selon Lapavitsas, cette analyse marxiste serait un non-sens. Costas insiste pour le dire aux lecteurs du *Jacobin* dans des termes sans équivoque : « La gauche marxiste en particulier, au cours des deux dernières décennies, a malheureusement régressé dans sa capacité à analyser l'économie politique du capitalisme moderne. Elle a absorbé et fait sienne une sorte de conception économique de seconde zone, qui pour l'essentiel croit que le marxisme et l'analyse marxiste du capitalisme peuvent être condensés dans baisse tendancielle du taux de profit. Pour beaucoup de gens en Europe et ailleurs, l'économie politique marxiste se réduit pratiquement à tout interpréter en termes de proportion des profits – ou de ce qui est mesuré comme profits – dans le PIB. Ce ratio, pour certains de ces gens, dit tout ce que vous avez besoin de savoir sur le passé, le présent et le futur du capitalisme. Ce n'est pas Karl Marx, bien sûr, ni ce que les grands marxistes ont fait [...] Cela ne sert à rien



et n'aide personne. La baisse tendancielle du taux de profit est importante, mais ce qui se passe en Grèce n'est pas une crise périodique provoquée par des taux de profit en baisse [...] »

Pour Costas, le problème n'est pas n'est pas la faiblesse du capitalisme grec, mesuré à travers une analyse marxiste de la rentabilité, mais le secteur financier et l'union monétaire – et tout est très simple. « Si nous considérons la crise de l'eurozone comme une question purement monétaire, du point de vue de la théorie monétaire, résoudre le problème prend cinq minutes. C'est absolument évident, parfaitement simple. En tant que problème de théorie monétaire, c'est réellement presque trivial. En fait, il ne m'a pas fallu plus d'un week-end, en 2010, quand j'ai commencé à me confronter aux chiffres, pour que cela apparaisse évident. Ce qui est en cause est une union monétaire mal structurée, qui a très mal évolué et est donc devenue non viable. C'est plus clair et facile à voir pour quelqu'un qui connaît la théorie monétaire, qui comprend la monnaie et la finance, que pour d'autres qui ont travaillé dans d'autres domaines de l'économie et de l'économie politique. »

Il est honteux que nous, économistes marxistes de seconde zone, non formés en théorie monétaire et ne comprenant pas la monnaie et la finance [...], ne soyons pas capables de voir que le problème de la Grèce n'est pas la faiblesse de son économie capitaliste et son manque de rentabilité et d'investissement... Le problème est l'union monétaire et l'euro !

### UNE NEP GRECQUE

Costas voudrait que le vaste réseau des petites entreprises grecques se remette à fonctionner pour offrir des emplois et des revenus. « Les petites et moyennes entreprises reprendraient vie immédiatement s'il y avait une dévaluation. » C'est ce qu'il appelle une NEP à la grecque. « Les études économétriques que j'ai vues le confirment – il y a peu de doutes que les PME permettront le retour à un état de production raisonnable dans un délai court, une ou deux années. Cela générerait également le capital et l'épargne pour la stratégie de moyen terme. »

En réalité, il y a de nombreuses preuves que la lourde dépendance de

la Grèce envers la petite entreprise a maintenu sa productivité et ses investissements à des niveaux très bas. Personne ne devrait être opposé à un soutien à la petite entreprise, l'économie marxiste n'exige pas que tout ce qui existe soit nationalisé. Mais pourquoi renoncer à prendre les rênes de l'économie des mains des oligarques qui la contrôlent ?

Le « multiplicateur » keynésien, une mesure supposément de nature à stimuler la croissance et les revenus à partir de la dépense publique, ne fonctionne pas tant que la rentabilité n'a pas été restaurée, ainsi que Carchedi et moi l'avons montré dans notre article sur le « multiplicateur marxiste »<sup>9</sup>. Ainsi, les Grecs devraient attendre que les politiques keynésiennes aient « généré le capital et l'épargne » pour une stratégie socialiste « de moyen terme »... Lapavitsas signale pourtant qu'« il y a en Grèce de vastes ressources inutilisées. De ce point de vue le capital ne manque pas [...] » Oui, et c'est pourquoi un plan domestique pour l'investissement et la croissance, basé sur la propriété publique du grand capital et l'intégration du secteur bancaire, ainsi que des principales entreprises du secteur maritime, de la pharmacie, de l'agriculture, etc., pourrait utiliser ces ressources en travail qualifié et financières qui sont aujourd'hui gaspillées.

Lapavitsas dit que « la gauche en Europe s'est laissée entraîner ces dernières années dans une incroyable dérive. C'est comme si elle avait perdu son sens critique. Elle a imaginé que le processus de l'intégration européenne à travers l'UE et celui de la formation de l'union monétaire auraient quelque chose à voir avec l'internationalisme tel que nous le comprenons à gauche. La gauche devrait enfin commencer à proposer des idées pour un véritable internationalisme en Europe, qui rejette ces formes d'intégration capitaliste. Non les améliorer, mais les rejeter. C'est la vraie perspective internationaliste pour la gauche, et c'est ce qu'elle devrait faire. »

Je ne sais pas trop à quelle « gauche » Costas se réfère ici. Mais les économistes marxistes s'accordent sur le fait que l'Union européenne et l'union monétaire n'offrent pas au monde du travail une perspective internationaliste. Ce sont des organes du capital, spécifiquement du grand capital, et ils ont exacerbé le développement inégal du capitalisme en Europe<sup>10</sup>. Cela dit, le capitalisme grec n'est pas en situation

d'inverser le cours des choses avec sa propre monnaie. Après une dévaluation, le capital grec aurait à supporter d'énormes dettes en euro et ne serait pas en mesure d'exporter suffisamment pour empêcher l'économie grecque de sombrer (davantage) dans les abysses, en entraînant son peuple avec lui. De plus, le Grexit ne signifie pas seulement la sortie de l'euro mais aussi celle de l'Union européenne, sans qu'il existe d'accords commerciaux du type de ceux que peut avoir, par exemple, la Suisse.

Costas Lapavitsas et Yanis Varoufakis sont des économistes devenus des responsables politiques, qui se retrouvent au premier rang du combat de Syriza pour restaurer les conditions de vie et les droits du peuple grec, en faisant face à l'assaut du capital européen. Ce n'est pas facile – il l'est certainement beaucoup plus de critiquer en arrière des lignes. Mais s'ils lisent ceci, j'espère qu'ils le considéreront comme relevant des meilleures intentions.

Au mois de juin, la solution pour Syriza et le mouvement ouvrier grec ne sera pas de rompre avec l'euro en tant que tel, mais de rompre avec les politiques capitalistes et de mettre en œuvre des mesures socialistes afin d'en finir avec l'austérité et de lancer une campagne pan-européenne pour le changement. □

1 <https://www.jacobinmag.com/2015/03/lapavitsas-varoufakis-grexit-syriza>. Version française (traduction A l'Encontre) disponible sur <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18074>

2 <https://thenextrecession.wordpress.com/2015/03/14/greece-keynes-or-marx>. Les graphiques qui figurent dans l'original ne sont pas repris ici. Quelques coupes ont été faites, signalées entre crochets.

3 Voir Michael Roberts, <https://thenextrecession.wordpress.com/2015/03/03/greece-breaking-illusions>.

4 Voir Michael Roberts, <https://thenextrecession.wordpress.com/2013/11/12/the-informal-empire-finance-and-the-mono-cause-of-the-anglo-saxons>.

5 A ce moment de l'interview, Lapavitsas fait référence à ce texte [de Michael Roberts] : <https://thenextrecession.wordpress.com/2015/02/10/yanis-varoufakis-more-erratic-than-marxist>.

6 « The long roots of the present crisis: Keynesians, Austrians and Marx's law », *World Review of Political Economy*, Vol. 4 N° 1, Spring 2013, pages 86-115. Voir ici pages 108-109.

7 <http://coppolacomment.blogspot.co.uk/2015/03/greeces-real-problem.html>.

8 Voir l'étude de Stavros Mavroudeas, « The Greek saga: competing explanations of the Greek crisis », [https://thenextrecession.wordpress.com/2015/03/2015\\_001-libre.pdf](https://thenextrecession.wordpress.com/2015/03/2015_001-libre.pdf).

9 <https://thenextrecession.wordpress.com/2012/06/13/keynes-the-profits-equation-and-the-marxist-multiplier>.

10 Voir Michael Roberts, « La crise de l'euro est une crise du capitalisme », <https://thenextrecession.wordpress.com/2015/03/euro-crisis-is-crisis-of-capitalism.docx>.



# Soyons honnêtes sur ce qui se passe en Grèce

PAR JONATHAN NEALE

*Le gouvernement Tsipras a déjà échoué et les conséquences vont être dramatiques, mais une gauche plus conséquente se maintiendra et développera en Grèce, estime l'auteur de ce texte paru le 27 février 2015 sur le site de l'organisation britannique RS21...*

**I**l nous faut être honnêtes à propos de ce qui se passe en Grèce.

La direction de Syriza avait dit pendant la campagne électorale qu'en aucune circonstance elle ne sortirait de l'euro. Mais que si elle remportait les élections, elle serait en mesure de convaincre les gouvernements des autres pays européens de lui permettre d'en terminer avec l'austérité et de relancer l'économie.

Cela s'est avéré ne pas marcher. Dès lors que Syriza avait entamé les négociations en promettant de ne pas quitter l'euro, les dirigeants des autres gouvernements ont su qu'ils pourraient l'humilier. Et c'est ce qu'ils ont fait.

Ce n'était pas juste une question d'« Allemands ». C'était un problème de classe. Les gouvernements d'Espagne, d'Italie, de France et tout le reste se sont alignés sur le gouvernement allemand. Et la classe dirigeante grecque soutient également les « Allemands ». C'était totalement prévisible. En fait, beaucoup l'avaient prévu. La coalition d'extrême gauche Antarsya l'a prédit en Grèce. Antarsya affirmait que Syriza aurait à imposer un contrôle des capitaux, s'emparer des banques, faire défaut sur la dette et quitter l'euro si nécessaire.

Ici, peut-être qu'Antarsya avait à moitié tort. Imaginez que Syriza soit entré dans les négociations en affirmant être prêt à imposer un contrôle des capitaux, s'emparer des banques, faire défaut sur la dette et quitter l'euro si nécessaire, mais en disant préférer néanmoins un compromis. S'ils avaient fait cela, ils auraient pu gagner.

Mais Syriza aurait dû avoir la volonté d'aller jusqu'au bout, sans bluffer. Ainsi Antarsya avait peut-être à moitié tort, mais fondamentalement avait aussi raison.

## DES RÉFORMISTES SÉRIEUX L'AURAIENT TENTÉ

Il ne s'agit pas nécessairement d'une question de réforme ou révolution.

Contrôler les capitaux, ne plus avoir l'euro, s'emparer des banques et faire défaut sur la dette, ce n'est pas une révolution. Ce sont des réformes. Des réformistes sérieux l'auraient tenté. De fait, Syriza ne fait pas de réformes, mais l'opposé.

De nombreux pays ont fait défaut sur leur dette – récemment, la Russie et l'Argentine. Beaucoup ont des contrôles de capitaux, comme Chypre ou la Malaisie. Beaucoup ont pris le contrôle des banques, comme la Suède.

Le contrôle des capitaux peut être imposé en cinq minutes. Ce que vous faites est de fermer les banques et d'arrêter toutes les transactions pendant que vous élaborez des règles détaillées. Roosevelt a fermé toutes les banques américaines pendant plusieurs semaines quand il est arrivé au pouvoir en 1933. Pendant la révolution iranienne, les travailleurs des banques ont interrompu les mouvements financiers vers l'étranger. En Grèce, les travailleurs des banques ont un syndicat radical. C'est parfaitement faisable.

Beaucoup de gens disent cependant que Syriza n'aurait pas remporté l'élection s'il n'avait pas promis de rester dans l'euro. C'est vrai, mais des gens auraient voté pour ce Syriza-là. En particulier si tous les dirigeants de Syriza avaient consacré des mois à convaincre patiemment les gens, au lieu de leur dire qu'un Grexit était impensable. De plus, personne n'aurait voté pour ce que la direction de Syriza a réellement fait.

Mais, disent certains, nous ne devrions pas écouter Antarsya parce que ce sont des « sectaires ». Après tout, ils n'ont pas rejoint Syriza et se sont présentés contre lui aux élections.

A ce moment, Antarsya affirmait devoir rester séparé parce que sinon sa coalition éclaterait. Huit organisations en faisant partie, c'est probablement vrai. Surtout, je ne crois qu'ils auraient pu rejoindre Syriza et continuer à dire en public que la stratégie de Tsipras n'al-

lait pas fonctionner et qu'il allait s'effondrer. Après tout, il y a une gauche dans Syriza et beaucoup de ses dirigeants, qui pensaient cela, ne l'ont pas dit en public – même si maintenant ils le disent en public.

## UNE FORCE ORGANISÉE POUR APPELER À LA RÉSISTANCE

Il est également très important qu'il existe aujourd'hui en Grèce une force organisée qui puisse appeler à des actions de protestation et à la résistance. Cela doit être contre la politique du gouvernement et contre Tsipras, ou alors ça n'a pas de sens. Antarsya appelle à descendre dans la rue. Ils peuvent le faire parce qu'ils restent séparés et organisés. Cela crée un pôle d'attraction, qui renforce la gauche de Syriza. Cela veut aussi dire que la gauche dans Syriza sera plus disposée à combattre, parce que si elle ne le faisait pas ce sont d'autres qui prendraient la direction.

Il nous faut être honnêtes, et mesurés, à propos de ce qu'Antarsya représente. Ils ont obtenu deux tiers d'un pour cent des voix. C'est en partie parce que leur résultat a été écrasé par les gens qui voulait assurer la victoire de Syriza dans un scrutin serré. Mais cela reste un très un très petit résultat. Peut-être que leur soutien réel atteint deux ou trois pourcents. Parmi les militants, les étudiants et les syndicalistes, la proportion prête à travailler avec eux est plus élevée. Maintenant, elle va augmenter. Le soutien est limité, mais réel.

Cela signifie cependant, à l'évidence, que tous les appels à des actions de protestation, manifestations ou grèves doivent être des appels conjoints. Ce serait une folie de dire qu'Antarsya devrait maintenant remplacer Syriza. Les partisans de la gauche de Syriza, du Parti communiste (KKE) et d'Antarsya





Un cortège d'Antarsya (tiré de antarsya.gr).

doivent au contraire agir ensemble, ce qui mobilisera une fraction bien plus large des électeurs de Syriza.

Bien sûr, qui connaît la gauche grecque sait aussi que vouloir des manifestations et actions de protestation organisées formellement dans l'unité est peut être un peu trop demander. Mais il suffit d'actions le même jour dans les centres-villes, appelées séparément par Antarsya, le Parti communiste et la gauche de Syriza. Ceci serait le début de la résistance.

Nous devons être clairs à propos de certaines choses qui vont se produire. La direction de Syriza va imposer l'austérité. La majorité des députés de Syriza soutient Tsipras. L'austérité ne sera pas une question abstraite de positionnement politique. Beaucoup de gens en Grèce vont maintenant chercher leur nourriture dans les décharges, et beaucoup de gens très malades n'ont pas de soins médicaux. L'austérité sera vécue. Les gens haïront tout gouvernement qui l'imposera.

Cela signifie que dans les prochaines

élections Syriza sera pulvérisé. Cela signifie aussi que Syriza scissionnera – pas immédiatement, mais il scissionnera.

Syriza peut-il s'attendre à un mouvement européen de solidarité ? Non. La solidarité de masse va aux gens qui luttent, sont forts, confiants et défiants. Mais si une résistance de masse surgit en Grèce, alors il y aura une solidarité.

Cela signifie-t-il que la résistance sera facile ? Non. La défaite de la stratégie de Tsipras en démoralisera beaucoup. Le fait que cette défaite sera abjecte, et que Tsipras continuera de mentir, en démoralisera davantage. Les gens sont épuisés – littéralement, ce n'est pas une métaphore politique. Et beaucoup sont terrifiés à l'idée de quitter l'euro.

D'un autre côté, les gens ont voté pour le changement. Ils veulent désespérément un changement. Et aujourd'hui nous ne savons rien du résultat. La seule stratégie réaliste est d'espérer et de combattre. Et si le résultat est la défaite, au moins une partie de la gauche

grecque aura-t-elle tenu ensemble, dit aux gens la vérité telle qu'elle la comprenait, et aura vu son orientation confirmée par les événements.

Cette partie de la gauche se développera, de deux façons. Formellement, il y aura probablement des regroupements avec des scissions de Syriza. Et, au moins aussi important, il y aura une unité informelle bien plus large dans la rue, sur les lieux de travail, dans les écoles et universités.

Il y aura ainsi une alternative à l'extrême droite. Lorsque Syriza s'effondrera, il restera une gauche, formelle et informelle, qui sera digne, défendra une alternative et sera visible à l'échelle nationale.

Il y aura aussi pour nous autres une leçon de choses, afin de nous permettre de ne pas refaire les mêmes erreurs que Tsipras. □

1 Pour « Socialisme révolutionnaire du 21<sup>e</sup> siècle », l'organisation fondée il y a un an par les militants démissionnaires du SWP. Le texte anglais, <http://rs21.org.uk/2015/02/27/be-honest-about-greece>, a été traduit par Jean-Philippe Divès. Les intertitres sont de notre rédaction.

# Anticapitalisme ou social-démocratie ? Nouvelle période, nouveaux partis, vieilles questions

PAR DANIEL TANURO

*Ce texte publié initialement sur le site de la LCR de Belgique<sup>1</sup> est le quatrième et dernier d'une série consacrée aux « Mythes et réalités des "Fronts populaires" ». Il ne parle certes pas que de la Grèce – les enjeux proprement belges sont notamment présents –, mais les problèmes qu'il pose sont clairement en rapport avec l'expérience actuelle dans ce pays.*

## QUELLES LEÇONS ?

Dans quelle mesure ces leçons de l'histoire sont-elles utiles pour s'orienter politiquement aujourd'hui ? Il convient d'être prudent pour répondre à cette question. L'histoire est notre livre, mais ce n'est pas une bible. L'analyse concrète de la situation concrète reste le point de départ de toute stratégie.

Cinq grandes différences avec la période des Fronts populaires sautent aux yeux :

- Le grand capital est engagé dans la construction de l'Union européenne, sorte de proto-Etat despotique dont la consolidation dans le cadre du capitalisme mondialisé passe par le démantèlement des conquêtes sociales de l'après-guerre ;
- Les sociaux-démocrates d'aujourd'hui sont fort différents de ceux des années 1930 : ils sont devenus sociaux-libéraux, et sont de plus en plus discrédités par leur soutien au projet de l'UE ;
- La menace de l'extrême droite est bien réelle mais ne se présente pas (encore ?) sous la forme d'un risque immédiat d'écrasement physique du mouvement ouvrier ;
- Le mécontentement social est grand, la légitimité du néolibéralisme est réduite, mais la résistance de la classe ouvrière est faible et morcelée pays par pays, on ne note nulle part une poussée révolutionnaire ou prérévolutionnaire et de nouveaux mouvements sociaux se sont développés ;
- Il n'y a plus de « patrie du socialisme » à défendre, plus de bureaucratie soviétique pour imposer une politique contre-révolutionnaire en fonction de ses intérêts, mais plus non plus de crédibilité large du projet socialiste en tant qu'alternative : la social-démocratie et le stalinisme en ont fait un repoussoir.

Le capitalisme est confronté à une crise systémique très grave, mais nous sommes dans une nouvelle période historique de conscience et d'organisation où la référence à la révolution russe et la lutte contre sa dégénérescence stalinienne ne sont plus des facteurs déterminants. Partout se pose la question de la construction de nouveaux partis, de nouvelles expressions politiques des luttes et des aspirations de la majorité sociale.

Les courants politiques issus de la période précédente n'ont pas disparu pour autant, ils s'investissent dans les nouvelles expressions politiques, les nouveaux partis, et les grandes questions stratégiques demeurent. En particulier, un point commun décisif entre hier et aujourd'hui reste plus que jamais l'impossibilité de satisfaire les besoins des exploité.e.s et des opprimé.e.s sans remettre en cause le système capitaliste et ses lois.

Cette remise en cause – rendue encore plus impérieuse et urgente par la crise écologique – ne peut venir d'élus dans les parlements. Elle nécessite une stratégie extra-parlementaire basée sur la mobilisation et l'auto-organisation de la classe ouvrière, de la jeunesse et des femmes. Et cette mobilisation à son tour nécessite un programme qui lie les revendications immédiates à des réformes de structure amenant en pratique à la conclusion qu'il faut abolir le capitalisme et démanteler les institutions étatiques qui en assurent la protection (armée, corps répressifs, magistrature, corps des hauts fonctionnaires, etc.)

## GOVERNEMENTS « DE GAUCHE » ?

Cette stratégie n'exclut pas la formation, à une certaine étape, de gouverne-

ments « de gauche ». Au contraire : tout dans la situation actuelle – en particulier l'extrême difficulté de remporter des victoires dans les luttes à la base – pousse en direction de réponses politiques d'ensemble. Il va donc de soi que les nouveaux partis, s'ils captent la confiance, sont poussés vers le pouvoir. Mais la leçon de l'histoire est sans appel : lorsque se forme un gouvernement qui est porté par les aspirations et les revendications du monde du travail, il n'y a que trois scénarios possibles : soit ce gouvernement stimule la mobilisation sociale et s'appuie sur elle pour assumer l'épreuve de force inévitable avec le capitalisme international et les organes étatiques de la classe dominante, soit il est renversé par la réaction (comme le gouvernement d'Unité Populaire au Chili, en 1973), soit il s'aligne sur ce qui est acceptable par le Capital et trahit celles et ceux qu'il représente.

C'est ici que la social-démocratisation des PC risque d'être lourde de conséquences pour la trajectoire des nouveaux partis. Particulièrement en Grèce, où les eurocommunistes de Synaspismos, conduits par Tsipras, constituent, et de loin, le groupe principal au sein de Syriza.

## SYRIZA AU PIED DU MUR

On peut et on doit bien entendu souhaiter que des camarades issus de l'eurocommunisme révisent leurs conceptions à la lumière de l'histoire et des luttes de classe, mais il paraît exclu que des partis qui ont accompli tout le chemin de la révolution vers la social-démocratie le refassent en sens inverse.





C'est exclu parce que la nature de ces partis a changé entre-temps et que mille liens les unissent à l'ordre existant.

Le nouveau gouvernement grec a pris une série de mesures antilibérales très positives (sur les privatisations, les salaires, les conventions collectives, les droits démocratiques, etc.). Mais la courbe rentrante sur la question centrale de la dette (la recherche d'un compromis sur une restructuration au lieu de la répudiation de la dette illégitime) et la coalition formée avec les Grecs indépendants (un parti de droite souverainiste, qui a obtenu l'immunisation du budget militaire) n'augurent rien de bon.

Comme le disait, à chaud, Stathis Kouvelakis, au lendemain de la victoire de Syriza : « Une tâche redoutable attend les forces qui sont conscientes des dangers et déterminées à défendre les points clé du programme de rupture avec l'austérité qui est celui de Syriza. Plus que jamais il deviendra clair qu'entre la confrontation et le reniement l'espace est proprement inexistant. Le moment de vérité est imminent. »

Nous sommes en première ligne dans la solidarité avec le peuple grec. Nous appelons le mouvement syndical et les autres mouvements sociaux, dans toute l'Europe, à saisir la chance formidable qui s'offre de secouer le joug de la finance et d'ébranler cette machine de guerre capitaliste qu'est l'Union Européenne. Nous soutiendrons la résistance du gouvernement grec au chantage de la Troïka et toutes les mesures positives qu'il prendra en faveur des exploités.e.s et des opprimés.e.s. Mais nous ne versons pas dans l'unanimité pro-Syriza : notre solidarité politique va aux forces « conscientes des dangers » et déterminées à construire l'unité dans les luttes sur base d'un programme anticapitaliste de rupture avec l'austérité. Dans Syriza et en-dehors.

#### STALINISME ET MAOSTALINISME

Le passif des PC issus de l'Internationale Communiste n'est pas le seul facteur à tenir à l'œil quand on réfléchit d'un point de vue anticapitaliste à l'évolution possible des nouvelles expressions politiques de la classe ouvrière et de la jeunesse. Celui des organisations issues du communisme « pro-chinois »

(ou « marxiste-léniniste ») en est un autre. Nettement moins important à l'échelle de l'Europe, ce facteur peut toutefois jouer un rôle important dans certains pays en particulier, dont la Bel-

« marxistes-léninistes » présente certaines similitudes avec celle des PC. Le fond de l'affaire, en effet, est que la transformation de la Chine en puissance capitaliste dirigée par un Parti

A la fin de la campagne électorale de Syriza...  
DR.



gique.

Dans la période précédente, les organisations « marxistes-léninistes » présentaient une grande homogénéité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : le SP hollandais a percé en se transformant en parti de gauche populiste ; l'UDP portugaise a fondé le Bloc de Gauche avec des « trotskystes » et des dissidents du PC ; le KOE grec s'est fondu largement dans Syriza dont il est la seconde composante (un cas étrange, ce KOE : il continue à se réclamer de « la pensée Mao Zedong » mais est aligné dans la majorité de Syriza dirigée par Tsipras)...

Quant au PTB, qui a entamé un grand tournant en 2008, il vient encore de surprendre en s'identifiant soudainement et sans nuances à la majorité de Syriza... alors qu'il soutenait le KKE depuis des années. Choix stratégique pour l'eurocommunisme, recherche d'une stratégie pour la recomposition anticapitaliste de la gauche ou... opportunisme en termes d'image ? Nous voulons croire que la question reste ouverte...

Cette désagrégation des organisations

communiste (cherchez l'erreur !) laisse orphelines les organisations qui avaient cru trouver à Pékin une alternative révolutionnaire au « révisionnisme » de Moscou. Les liens étant distendus, chacune tend de plus en plus à suivre son propre chemin, en fonction des opportunités de son contexte national.

En même temps, ce processus présente des particularités par rapport à celui qui a affecté les PC. En effet, l'héritage idéologique des organisations « marxistes-léninistes » est particulier. D'une part elles se référaient à la révolution chinoise, c'est-à-dire à une révolution authentique (en dépit du caractère non démocratique et manipulateur de sa direction) dont le souffle secouait les PC en voie de social-démocratisation. D'autre part elles assumaient le régime interne de terreur et tous les aspects du bilan de la bureaucratie soviétique jusqu'en 1954 : selon elles, en effet, la perte de substance révolutionnaire des PC découlait de la « déstalinisation » décidée sous la houlette de Khrouchtchev, en 1954, lors du 20<sup>e</sup> congrès du parti soviétique.

Par rapport à ces organisations, la démonstration faite plus haut sur l'origine de la social-démocratisation des communistes « pro-Moscou » prend donc une importance spécifique.



#### **VOUS AVEZ DIT « TRANSITION PACIFIQUE » ?**

Pendant des années, les organisations « marxistes-léninistes » ont dénoncé inlassablement le ralliement des PC à l'idée de la transition pacifique au socialisme par les élections, en faisant comme si ce ralliement était une conséquence du « révisionnisme » de Krouchtchev. Or, il est clair qu'il était déjà présent en pratique dans la ligne de Front populaire adoptée en 1934.

Selon Santiago Carrillo, dirigeant du PCE, Staline et deux de ses adjoints (Molotov et Vorochilov) avaient écrit une lettre en ce sens au Premier ministre espagnol Largo Caballero, le 21 décembre 1936. On y lisait ceci : « *La révolution espagnole s'ouvre un chemin qui, par beaucoup d'aspects, diffère de celui parcouru par la Russie. (...) Il est fort possible que la voie parlementaire s'avère un procédé de développement révolutionnaire plus efficace en Espagne que ce qu'elle fut en Russie* ».

On pourrait donner d'autres exemples dans le même sens. Mentionnons notamment le programme du PC britan-

nique sur « la voie britannique au socialisme », qui n'était rien d'autre qu'un plaidoyer pour la voie parlementaire. Il a été adopté en 1951, et approuvé explicitement par Staline... Le document adopté au congrès de Vilvorde du PCB (1954) était du même tonneau : les courants « pro-chinois » ultérieurs n'ont eu de cesse d'en dénoncer le « révisionnisme » mais il avait été validé par Moscou.

#### **D'OÙ VIENT LE DANGER SOCIAL-DÉMOCRATE ?**

Du fait de cet héritage idéologique, on peut craindre que, dans le cadre de la formation de nouveaux partis, des organisations qui ont leur origine dans le courant « marxiste-léniniste » soient imparfaitement armées pour résister aux évolutions de type social-démocrate qui se profilent derrière les « dangers » évoqués par Stathis Kouvelakis. Généralement, les cadres de ces organisations tendent à croire que la défense du bilan de Staline et de ses innovations « théoriques » (la révolution par étape, le socialisme dans un seul pays, le rôle dirigeant du parti en tant que dogme autoproclamé, le régime interne verticaliste, la coexistence pacifique...) les prémunit contre la social-démocratisation.

L'histoire montre qu'il n'en est rien : le PC britannique de 1951 assumait entièrement les procès de Moscou, cela ne l'a pas empêché de se prononcer pour la voie parlementaire au socialisme ; Staline orchestrait les procès en même temps qu'il invitait le Premier ministre espagnol à explorer la voie parlementaire au socialisme ; quant au régime interne verticaliste, c'est peu dire qu'il n'est en rien contradictoire avec la social-démocratie !

Quelles que soient leur héritage théorique, toutes les organisations anticapitalistes qui atteignent un certain niveau de développement sont exposées au danger de la social-démocratisation. Ce danger ne découle pas avant tout de révisions idéologiques mais du pragmatisme politique qui amène, parce que « ça marche », à accepter de former des majorités « antifascistes » avec des partis libéraux « démocratiques », à séparer ligne politique et ligne syndicale, à courtiser les appareils syndicaux sans dénoncer leurs pratiques bureaucratiques et de collaboration de classe, et, in fine, à laisser les parlementaires diriger le parti.

L'histoire montre en outre que cette so-

cial-démocratisation peut être particulièrement rapide dans des organisations cloisonnées qui sous-estiment la libre expression des points de vue, évitent les débats contradictoires et ne donnent pas à leurs membres une formation critique.

#### **DE LA DIFFICULTÉ D'ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI**

C'est peu dire que la situation actuelle n'est pas révolutionnaire. Les rapports de forces sont mauvais, la conscience de classe est à un niveau extrêmement bas, la recherche de boucs émissaires bat son plein... Cependant, une politique résolument anticapitaliste est nécessaire pour s'orienter dans cette situation sans risquer soit de perdre son âme, soit de se transformer en secte donneuse de leçons.

L'élaboration d'une telle politique est rendue difficile non seulement par la conjoncture ultra-défensive mais aussi par l'amoncellement de mythes et d'images d'Épinal qui bouchent ou déforment la vue vers les expériences du passé. Et vers les débats du passé. Par exemple les débats ébauchés lors des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste sur le « front unique ouvrier », sur le « gouvernement ouvrier », sur les revendications « transitoires », sur la stratégie communiste dans les syndicats, etc.

Ces débats ne fournissent aucune solution toute faite : juste un point de départ qu'il est utile de dégager car il aide à (se) poser les bonnes questions, dans l'espoir d'inventer des réponses adaptées à la période actuelle. Dans l'espoir que ce retour sur la théorie révolutionnaire d'avant-hier pourra alimenter une pratique révolutionnaire aujourd'hui.

Poser les bonnes questions, tâcher d'inventer les bonnes réponses : nous sommes prêts à mener ce travail avec les militant.e.s anticapitalistes de toutes tendances, car il appartient aux militant.e.s de toutes tendances. Plus de vingt mille communistes étrangers vivant à Moscou dans les années trente ont été éliminés physiquement parce qu'ils s'opposaient à la liquidation stalinienne, notamment à la ligne des « Front populaires ». La plupart d'entre eux n'étaient pas « trotskystes », plusieurs d'entre eux avaient même été des adversaires politiques de Trotsky. Sortons des tranchées, camarades ! □

1 <http://www.lcr-lagauche.org/mythes-et-realites-des-front-populaires-4-nouvelle-periode-nouveaux-partis-vieilles-questions/>

# Haïti : La révolte réussie des esclaves

PAR RÉGINE VINON

*C'est au terme d'une lutte acharnée de douze années contre les nations européennes les plus puissantes de l'époque que la population esclave de Saint-Domingue a obtenu sa liberté. Au prix de sacrifices immenses, l'armée des esclaves, avec à sa tête Toussaint Louverture, a créé son propre Etat, Haïti.*

**R**ude histoire que celle de la formation de Haïti, en écho à la Révolution française. Celle-ci était une révolution bourgeoise, qui résistait tant qu'elle le put à abandonner cette colonie prospère qu'était à l'époque Saint-Domingue.

L'île était alors d'une importance capitale pour la France, dont la prospérité économique s'est nourrie en grande partie de l'exploitation des esclaves de Saint-Domingue. Car c'est bien l'esclavage et la traite négrière qui contribuèrent à la puissance économique de la bourgeoisie. Les immenses fortunes générées par l'exploitation des colonies ont renforcé l'audace de la bourgeoisie à vouloir se hisser à la direction de la société de son époque.

## UNE COLONIE EXTRÊMEMENT PROSPÈRE GRÂCE À L'AFFLUX D'ESCLAVES

Cédée en 1697 par l'Espagne à la France, cette colonie était florissante : en 1754, on y trouvait 599 plantations de sucre et on y cultivait aussi café, cacao, tabac et coton. Peuplée de 460 000 esclaves pour 30 000 Blancs, cette colonie fournissait à l'époque les trois quarts de la production mondiale de sucre brut. Et c'est au cours du 18<sup>ème</sup> siècle, connu comme le siècle des Lumières, que l'Afrique fut la plus saignée : on y importait de 10 à 15 000 esclaves par an entre 1764 et 1771, et depuis 1787, plus de 40 000 par an !

En outre, la métropole interdisait à la colonie toute économie de subsistance. Elle devait tout importer de France, vivres et produits manufacturés : une manne pour la bourgeoisie française. Les colons blancs de l'île subissaient la domination de la bourgeoisie métropolitaine : ils n'avaient pas le droit de commercer avec des pays étrangers, et étaient endettés vis-à-vis de la bourgeoisie maritime qui affrétait les bateaux esclavagistes (en l'occurrence les grands bourgeois de Bordeaux, Nantes, etc.) et disposait d'une forte influence

dans le pays.

Et parce que la révolution de 1789 fut une révolution bourgeoise, cette classe, en France comme dans les colonies, lutta âprement pour garder ses possessions coloniales dans un état de dépendance. Les esclaves révoltés n'en ont que plus de mérite d'avoir finalement triomphé.

Des conflits existaient de façon récurrente entre les différentes strates de la société. La plus grande distinction s'opérait bien sûr entre les Blancs et les esclaves Noirs, mais de multiples couches intermédiaires avaient vu le jour, défendant des intérêts différents. Les colons Blancs s'opposaient à la métropole au nom de la liberté du commerce, les Mulâtres libres recherchaient l'égalité politique avec les Blancs, et les esclaves aspiraient à la liberté.

## LES ESCLAVES

L'esclavage était admis par tous à l'époque, même par les hommes des Lumières. Ces derniers souhaitaient juste adoucir leur état. Ainsi, en 1734, Voltaire possédera des actions chez un armateur négrier de Nantes, ce qui l'entraînera à écrire que « les Blancs sont supérieurs à ces nègres, comme ces derniers le sont aux singes »...

On connaît aujourd'hui le sort que les maîtres réservaient à leurs esclaves, du déracinement de leur terre à leur travail dans les plantations, en passant par leur transport odieux en bateaux négriers. Le Code noir, écrit par Colbert au 17<sup>ème</sup> siècle, et censé réglementer les rapports maîtres-esclaves en donne une idée. Son article 44 : « les esclaves sont des êtres meubles et entrent comme tels dans la communauté ». L'article 38 établit que « l'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys à l'épaule, s'il récidive, il aura le jarret coupé et marqué d'une fleur de lys à l'autre épaule, et la troisième fois, il sera puni de mort. » Avoir frappé son maître, avoir

volé des chevaux ou des vaches, était puni de mort. Ce Code noir était censé réglementer et adoucir quelque peu les rapports entre maîtres et esclaves ! C'est dire ce qui se passait dans la réalité.

Gravure (anonyme) de Toussaint Louverture. Wikimedia Commons.



Devant cette situation, les esclaves se sont toujours révoltés, notamment en s'enfuyant des plantations. Ils se cachaient dans les montagnes et on les appelait les « nègres marrons », de l'espagnol « cimarrón », vivant sur les cimes. En 1751, ils étaient au moins 3000. Le plus grand chef de ces marrons était Makandal. Ses bandes razziaient et pillaient les plantations, lui allait d'une plantation à l'autre, faisait des adeptes, avait un plan de destruction de la civilisation blanche à Saint-Domingue. Il voulait délivrer son peuple par le poison, et ses adeptes em-

poisonnaient les Blancs. Mais il fut capturé dans une plantation et brûlé avant la Révolution française.

## LES MULÂTRES

Ces enfants illégitimes des maîtres Blancs et de leurs esclaves étaient de plus en plus nombreux dans la colonie. Au point qu'ils firent peur aux Blancs. Au début, les mulâtres naissaient libres, car les maîtres, peu nombreux face à leurs esclaves, voulaient s'attirer les bonnes grâces de cette catégorie... Le Code noir de 1685 autorisait le mariage entre un Blanc et l'esclave dont il avait eu des enfants, entraînant sa libération et celle de l'enfant. Mais au fur et à mesure que la population blanche s'accroissait, certains Blancs réduisirent en



esclavage et vendirent leurs nombreux enfants.

Malgré tout, un certain nombre de Mulâtres commencèrent à acquérir des propriétés et à amasser des capitaux. Ils furent alors en butte à la jalousie et l'envie des colons Blancs. Ceux-ci allèrent jusqu'à diviser les enfants métis en 128 catégories, selon leur degré de métissage !

Les Mulâtres étaient en butte à des préjugés raciaux sur l'île, quand en France ils pouvaient accéder à de hautes fonctions. A Saint-Domingue, pas question. Les colons redoublèrent d'ailleurs de

brimades : ils interdirent aux Mulâtres de porter un sabre, de s'assembler sous peine d'amende. Le séjour en France leur fut interdit. En 1781, on leur retira le droit de se faire appeler monsieur ou madame et jusqu'en 1791, ils n'eurent pas le droit de s'asseoir à la même table qu'un Blanc invité chez eux. « *Le seul privilège qui leur était reconnu par les Blancs était de leur prêter de l'argent !* » constate C.L.R. James, dans son ouvrage *Les Jacobins Noirs*, écrit en 1938.

## LES BLANCS

Ils étaient divisés entre planteurs, petits Blancs et bureaucrates. Les planteurs étaient très riches et dès qu'ils le pouvaient, quittaient l'île pour la métropole. C'étaient des rejetons de l'aristocratie française, trouvant à Saint-Domingue l'occasion de refaire leurs fortunes passées.

Les petits Blancs (commerçants, artisans ou employés) ne possédaient pas la richesse des planteurs, étaient envieux des Mulâtres et des Noirs libres, qui les concurrençaient directement.

La bureaucratie, composée de Français de France, gouvernait l'île. Les bureaucrates, se comportant comme de petits potentats, défendaient les privilèges commerciaux de la bourgeoisie de France contre les Blancs du pays, qui leur vouaient en retour une haine féroce.

C'est dans ce contexte que la révolution a éclaté en France. Elle eut des répercussions énormes sur les colonies antillaises, et sur Saint-Domingue en particulier. La première abolition de l'esclavage fut imposée par la révolte des esclaves, et Bonaparte n'eut de cesse de vouloir le rétablir.

## LES ÉVÉNEMENTS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La situation aux Antilles suivit les soubresauts de la Révolution française, entre périodes girondine et jacobine, suivies de l'arrivée de Bonaparte au pouvoir. Une situation compliquée dans les colonies par les conflits pré-existants dans les différentes couches de la population, et par le danger des invasions anglaise et espagnole, deux pays qui possédaient des îles tout autour et étaient effrayés par le risque de contagion pour leurs propres esclaves. La révolution bourgeoise ne s'est pas empressée de libérer les esclaves, c'est peu de le dire. Les plus audacieux souhaitaient l'abolition par étapes. Les événements ne leur en laissèrent pas le temps : la première

abolition de l'esclavage en 1794 par la France fut effectuée contrainte et forcée par l'insurrection des Noirs à Saint-Domingue, où l'abolition fut d'ailleurs décrétée dès 1793.

A l'automne 1789, la Déclaration des droits de l'homme qui déclare les hommes libres et égaux en droits, ne s'appliquait pas aux esclaves. Un comité fut même organisé par les Chambres de commerce des ports pour demander que la Déclaration des droits ne soit pas appliquée aux colonies, et que la traite des Noirs soit maintenue. Tandis que les planteurs menaçaient de faire sécession et de se placer sous la souveraineté anglaise.

De 1789 à 1791, la situation fut dominée d'une part par la lutte des Blancs pour obtenir des concessions de la métropole, d'autre part par les revendications des Mulâtres, qui finirent par arracher, le 8 mars 1791, à l'Assemblée nationale française un décret reconnaissant l'égalité politique aux « *Mulâtres et Noirs libres nés de parents eux-mêmes libres* ». Seuls quelque 400 Mulâtres correspondaient à cette situation, mais les grands planteurs réussirent à rendre le décret inefficace en utilisant le mot « personnes » au lieu de « mulâtres et noirs libres ». Du coup, des chefs Mulâtres qui résidaient à Paris revinrent à Saint-Domingue et armèrent des centaines d'affranchis pour imposer leur liberté. Ils furent défaits par les troupes régulières, et leurs chefs exécutés.

En août 1791 éclata une insurrection de 100 000 esclaves des plantations de la plaine du Nord. Les insurgés, avec à leur tête Boukman, projetaient de massacrer tous les Blancs, de mettre le feu à toutes les plantations et de s'emparer de l'île. Cette première tentative échoua.

L'Assemblée nationale envoya dans l'île son représentant afin d'y rétablir l'ordre. Sa mission : affirmer l'autorité de la métropole à la fois sur les esclaves révoltés et face aux colons et à leurs velléités d'indépendance. Ceux-ci avaient déjà pris contact avec l'Angleterre pour lui offrir l'île.

L'Angleterre, alliée à l'Espagne, déclara la guerre à la France et en 1793 s'apprêtait à envahir ses colonies antillaises. Lorsque les troupes anglaises débarquèrent à Saint-Domingue en septembre 1793, les planteurs, Blancs mais aussi Mulâtres à quelques exceptions près, leur firent un accueil triomphal.



Face à ces dangers, le représentant de la Convention proclama l'abolition de l'esclavage sur l'île le 29 août 1793, afin de conserver Saint-Domingue à la France. Ce n'est que le 4 février 1794 que la Convention ratifia cette décision, et proclama à son tour l'abolition de l'esclavage dans toutes ses colonies. Car pour triompher des Anglais et des Espagnols, il fallait à la France une armée : la libération des esclaves lui en fournit les troupes.

### TOUSSAINT LOUVERTURE

Né en 1743, Toussaint était un esclave affranchi, intendant d'une habitation produisant du café, signe d'une ascension sociale assez rare dans une société esclavagiste. Il faisait partie de cette petite classe privilégiée d'esclaves chefs d'équipe, cochers, cuisiniers, nurses et autres personnels de maison. Il décida de se joindre à la révolution après l'insurrection de Boukman. Il avait déjà 48 ans, connu sous le nom de Vieux Toussaint. Son nom Toussaint Louverture lui serait venu de son habilité à ouvrir une brèche dans les rangs adverses. Son génie militaire et tactique était reconnu par tous, y compris par ses pires adversaires.

Il arriva à mettre en place une véritable armée noire de milliers d'hommes disciplinés, entraînés à l'européenne.

Toussaint Louverture, rallié au gouvernement français depuis mai 1794, fut nommé lieutenant général de la colonie, puis général de division en 1796, pour devenir en 1797 commandant en chef de la colonie de Saint-Domingue. Il libéra ensuite les dernières places occupées par les Anglais, et renvoya en métropole les représentants de la République pour rester seul maître de l'île.

L'armée française de Saint-Domingue devint rapidement une armée noire, depuis les simples soldats jusqu'au général en chef. Une armée qui, se battant contre les Anglais pour le compte de la France, réglait ses propres comptes avec les propriétaires esclavagistes, alliés de l'Angleterre. L'armée de Toussaint, soutenue par toute la population noire, vola de victoire en victoire. En 1797 elle était maîtresse de l'île. La Révolution anti-esclavagiste était victorieuse. Les anciens maîtres Blancs perdirent leurs esclaves et leurs plantations.

Pour faire redémarrer l'économie, Toussaint distribua les plantations à ses généraux, aux propriétaires Mulâtres, et même à quelques colons Blancs : à tous ceux qui avaient l'autorité ou la compétence nécessaires pour redémarrer les cultures d'exportation. Il voulut contraindre, au besoin par la force, les anciens esclaves à revenir sur les plantations. Du coup, d'anciens esclaves se révoltèrent, et Toussaint fut sans pitié envers eux.

Devant son intransigeance et sa politique conciliante avec les Blancs, dont il pensait avoir besoin, les masses finirent par se détourner de lui. Et cela au moment même où Bonaparte décidait de

naparte, dont des chiens spécialement dressés pour la chasse aux Noirs, les esclaves et les mulâtres gagnèrent la bataille pour ne pas retourner en esclavage. Mais à quel prix ! Le pays était exsangue, car les combattants avaient mené la politique de la terre brûlée.

Au moment même où les armées de celui qui allait bientôt se faire couronner empereur remportaient victoire sur victoire en Europe, ses meilleurs soldats ne vinrent pas à bout de 400 000 esclaves luttant pour leur liberté. Non seulement l'esclavage ne put être rétabli, mais ce fut la première guerre coloniale perdue par la France. Le corps expéditionnaire de Bonaparte fut presque

La bataille de Vertières, en 1803. Gravure sur bois originale dessinée par Auguste Raffet, gravée par Hébert. Wikimedia Commons.



récupérer la « perle des Antilles » et d'y ramener les propriétaires d'esclaves.

### TENTATIVE DE RÉTABLIR L'ESCLAVAGE ET INSURRECTION

Depuis son accession au pouvoir Bonaparte attendait un moment favorable pour rétablir l'esclavage dans les colonies. Ce fut en 1802.

Il envoya une expédition de 22 000 soldats et plusieurs dizaines de navires. Toussaint disposait d'une armée de 20 000 hommes et d'une garde nationale de 10 000 hommes. Cette armée avait l'organisation et la discipline d'une armée bien entraînée tout en connaissant aussi les techniques de la guérilla. Malgré les horreurs perpétrées par les colons et les généraux de Bo-

totallement anéanti.

Et Dessalines proclama en 1804 la naissance du premier Etat noir indépendant, renommé Haïti, pour bien marquer la coupure avec la France.

Ce n'est qu'en 1825 que la France a finalement reconnu l'indépendance de Haïti. Mais elle ne l'a fait qu'après avoir exigé un dédommagement se chiffrant en milliers de millions de livres pour la perte de ses biens. Le peuple haïtien a dû se résigner à accepter ces conditions à cause des pressions exercées par les Etats-Unis, la nouvelle puissance émergente, et le risque d'une nouvelle invasion. L'Etat d'Haïti aujourd'hui est marqué de façon indélébile par son passé colonial, tout en continuant à incarner un symbole de lutte anti-esclavagiste. □



# Guadeloupe, Martinique : des histoires différentes

PAR REGINE VINON

*La Convention nationale vota l'abolition de l'esclavage le 4 février 1794. En Guadeloupe, la mesure sera effective jusqu'en 1802, mais pas en Martinique.*

**E**n Guadeloupe, l'abolition de l'esclavage fut réalisée grâce aux combats des troupes composées majoritairement de Noirs, conduites par un commissaire de la République envoyé par Paris, Victor Hugues. Les Anglais qui avaient envahi l'île furent défaits. En Martinique, le gouvernement se « donna » aux Anglais qui restèrent maîtres de l'île avec les planteurs. Le régime de la monarchie y fut maintenu et l'esclavage n'y fut aboli qu'en 1848. Les Anglais et les békés (colons blancs) chassés de Guadeloupe y firent régner une répression féroce de peur d'une révolte d'esclaves.

## LA LUTTE CONTRE LES ANGLAIS ET L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

En avril 1794, les forces armées britanniques débarquèrent en Guadeloupe, espérant que la France révolutionnaire, affaiblie, ne saurait se défendre. Le gouverneur de l'île capitula aussitôt, et les émigrés revenus avec les Britanniques lancèrent immédiatement des représailles contre les partisans de la révolution. Envoyé par la Convention, le commissaire de la République Victor Hugues débarqua en juin et organisa le soulèvement populaire contre les troupes britanniques, à l'aide du décret du 4 février 1794 d'abolition de l'esclavage. Il enrôla, en plus des soldats blancs, plus de trois mille hommes « de couleur » que l'on appela les « sans-culotte noirs », conscients que le combat contre les Anglais était un combat pour leur liberté.

Finalement, les Anglais quittèrent l'île en décembre 1794. Victor Hugues y installa un tribunal révolutionnaire ainsi qu'une guillotine et de nombreux planteurs rejoignirent la Martinique. Victor Hugues n'arriva cependant pas à reconquérir la Martinique qui resta anglaise jusqu'en 1802. Cependant, Hugues imposa des mesures forçant les ex-esclaves à continuer de travailler sur leurs anciennes plantations,

tion sur le front extérieur pour rétablir l'ordre dans les colonies, c'est-à-dire l'esclavage. Le ministre des colonies annonçait la couleur en 1801 : « *il s'agit de porter la hache sur la loi du 16 pluviôse* » (du 4 février 1794 abolissant l'esclavage). Le nouveau gouverneur, Lacrosse, un ancien jacobin venu annoncer en 1793 la proclamation de la République en Guadeloupe, tenta de renvoyer de l'armée les of-

ficiers noirs qui y avaient été intégrés après l'abolition. Le propre aide de camp du gouverneur, Louis Delgrès, un métis, devint un des chefs de la rébellion, avec Joseph Ignace. La mulâtresse Solitude est connue pour s'être battue comme une lionne contre les soldats. Bonaparte envoya 4000 militaires en Guadeloupe sous les ordres de Richépance pour mater la rébellion. Après une défense héroïque, de nombreux révoltés préférèrent se suicider plutôt que de se rendre, adoptant la devise jacobine

« *Vivre libre ou mourir* ». L'esclavage fut rétabli le 17 juillet 1802 dans toutes les colonies.

Une période de féroce répression s'enclencha alors, avec pendaisons et déportations de Noirs durant les mois de juin et juillet 1802. Du côté des troupes françaises, près de 3000 soldats sur les 4000 de l'expédition y laissèrent leur vie, ce qui prouve l'ampleur de la résistance.

Notons enfin que cet épisode peu glorieux de l'histoire de France n'est apparu dans les livres d'histoire qu'à partir de 1989 ! □



Monument à la mémoire de Delgrès, en Guadeloupe. DR.

limitant très vite leur liberté. Il affirma que les ex-esclaves étaient responsables devant la métropole de la prospérité économique de l'île et devaient pour ce faire continuer à travailler sur les domaines. Cela explique sans doute le peu d'enthousiasme des esclaves à affronter l'armée française venue réintroduire l'esclavage en 1802, contrairement à la véritable insurrection déclenchée au même moment à Haïti.

## RÉTABLISSEMENT DE L'ESCLAVAGE

Bonaparte profita d'une meilleure situa-

## Quelques ouvrages à lire

### Haïti

*Les Jacobins noirs* de C.L.R James.

*Histoire des Caraïbes* d'Anna Seghers.

*Toussaint Louverture et La Tragédie du roi Christophe* d'Aimé Césaire.

*Le Soulèvement des âmes, Le Maître des carrefours et La Pierre du bâtisseur : une trilogie* de Madison Smartt Bell.

### Guadeloupe

*L'Archet du colonel* de Raphael Confiant.

*Mai 1802, la guerre de la Guadeloupe*, de René Bélénius.

# Front populaire, révolution manquée de démystifier pour espérer à nouveau

**A** lors que la question du pouvoir se trouve, en Grèce, concrètement posée à la gauche radicale, il est crucial de renouer le fil des réflexions sur les expériences gouvernementales de partis ou de coalitions qui ont prétendu rompre avec le capitalisme.

Revenant sur l'une d'entre elles, qui a prêté à une mystification à la hauteur des espoirs soulevés, le livre de Daniel Guérin – paru initialement en 1963 et réédité récemment par les éditions Agone – peut nous y aider<sup>1</sup>. Si nous vivons actuellement des « années 1930 au ralenti » (récession durable, appauvrissement des classes populaires, montée des courants d'extrême droite et des logiques guerrières, etc.), avec toutes les précautions que suppose une telle analogie historique, mieux vaudrait en effet tirer quelques enseignements de l'une des plus tragiques « victoires défaites » des mouvements d'émancipation au 20<sup>ème</sup> siècle.

## ACTUALITÉ D'UNE RÉFLEXION SUR LE FRONT POPULAIRE

La crise du capitalisme, ouverte en 2007 aux Etats-Unis, les révoltes populaires dans le monde arabe et l'émergence de mouvements anticapitalistes prenant des formes et rencontrant des succès très variés, en Europe et ailleurs, imposent la réouverture d'un certain nombre de discussions historiques et stratégiques. En particulier, la victoire électorale de Syriza le 25 janvier dernier suggère des questions brûlantes : quelles politiques pour rompre, non seulement avec l'austérité, mais aussi avec le capitalisme ? Comment engager une confrontation politique avec la bourgeoisie, au niveau national et international ? Quelle stratégie d'alliance et quelle méthode politique ? Quelle articulation inventer avec les mouvements sociaux ? Quel rapport aux institutions, nationales et internationales ? Etc. Sans prétendre clore par avance des débats que seule la pratique politique permettra d'éclairer et de poser convenablement, il importe de revenir sur des situations historiques durant lesquelles les problèmes de la conquête du pouvoir et des formes concrètes que pourrait prendre la transformation révolutionnaire de la société, ont été soulevés concrètement. En France, outre l'immédiat après-guerre et la

séquence 1968-1981, la principale situation historique qui mérite notre attention tient à l'évidence dans celle ouverte par les grèves de mai-juin 36 et prolongée, mais aussi bridée puis bloquée, par l'expérience gouvernementale du Front populaire. Si de nombreux ouvrages – universitaires ou militants<sup>2</sup> – lui ont été consacrés, Front populaire, révolution manquée constitue l'un des témoignages les plus riches d'enseignements politiques.

La réédition de cet ouvrage par les éditions Agone est donc une excellente nouvelle pour quiconque refuse d'en rester à l'exercice stérile de la commémoration, qui réduit le Front populaire à un objet politique mort qu'il conviendrait simplement de célébrer ou de défendre face aux attaques régulières de la droite (celle-ci persistant à voir dans le Front populaire l'origine de la débâcle militaire de mai-juin 1940). D'autant qu'il faut souligner ici la qualité éditoriale de cette publication : si une partie des textes en annexe figuraient déjà dans les éditions précédentes (Maspero puis Actes Sud), l'avant-propos (de Charles Jacquier), le glossaire des militants cités par Guérin et la postface (de Barthélémy Schwartz) constituent une réelle plus-value, faisant de ce livre non une pièce isolée et anecdotique mais un véritable instrument de compréhension d'une situation historique particulièrement complexe.

## UN « TÉMOIGNAGE MILITANT »

Dans ce « témoignage militant » (sous-titre de l'ouvrage), c'est une triple histoire qui est racontée : histoire d'un individu, Daniel Guérin, et de ses engagements au cours des années 1930, d'abord défendant autour de Monatte une perspective révolutionnaire dans le mouvement syndical, puis autour de Marceau-Pivert au sein de la gauche révolutionnaire de la SFIO ; histoire d'un courant politique, internationaliste et révolutionnaire, aux prises avec le réformisme de la SFIO et un PCF stalinisé ; et histoire d'une séquence politique qui englobe le Front populaire mais éclaire également ses origines, le mouvement de grèves avec occupations de mai-juin 36 et le reflux social et politique à partir de 1937, qui aboutit – évidemment de manière chaotique – à la catastrophe politique de juin 1940 et au régime de Vichy. Plus

précisément, il s'agit pour Daniel Guérin de raconter les années 1930 sous l'angle des luttes de classe dont il fut aussi bien le témoin que l'acteur.

Plus profondément, Guérin nous invite à démystifier ce qui demeure un moment décisif dans l'imaginaire collectif de la gauche, afin d'élaborer une stratégie d'émancipation évitant les écueils qui ont marqué le 20<sup>e</sup> siècle et, ainsi, faire vivre à nouveau un espoir de changement de société. C'est d'ailleurs ne pas faire honneur aux grévistes de mai-juin 36, et à celles et ceux qui se sont battus alors pour un tel changement, que de se contenter de l'imagerie glorieuse et dépolitisée qui enveloppe le Front populaire. A l'évidence, il y a bien des raisons de célébrer le Front populaire, ne serait-ce qu'en raison de ce qui fut conquis par les travailleurs et travailleuses à cette occasion (congés payés, 40 heures, etc.). Mais on ne saurait passer sous silence les impasses politiques dans lesquelles s'est rapidement empêtrée la coalition de Front populaire, jusqu'à connaître un effondrement dès 1938. Le Front populaire renvoie à la fois à des conquêtes sociales pour l'ensemble des salarié-e-s mais aussi à une sévère défaite politique, à une révolution possible mais manquée. Comme le raconte Guérin dans un langage vif et accessible, l'allégresse de mai-juin 36 fit vite place en quelques mois à l'incompréhension devant la politique menée par le gouvernement Blum, chez de nombreux travailleurs fraîchement gagnés aux idées du mouvement ouvrier mais aussi parmi les militant-e-s, puis à une



# Daniel Guérin :

PAR UGO PALHETA

désorientation et à une démoralisation qui réduisent à presque rien le formidable potentiel de contestation sociale et politique manifesté durant le mouvement de grèves de mai-juin 36. Si Guérin accorde autant d'attention aux errements et aux capitulations des directions de la SFIO et du PCF, c'est que, dans les situations où les subalternes font irruption sur la scène politique et bousculent le cours des choses, la responsabilité des organisations, politiques et syndicales s'en trouve décuplée.

Si les erreurs de positionnement et les franches trahisons se payent au centuple dans ces situations, il est impératif d'examiner à fond l'orientation défendue par ces organisations et d'en tirer des leçons pour le présent et l'avenir.

## UNE « RÉVOLUTION MANQUÉE »... FAUTE DE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Il est évidemment impossible de résumer en quelques lignes l'ensemble des points abordés dans *Front populaire, révolution manquée*. Les pages que Guérin consacre aux renoncements des directions du mouvement ouvrier sur la question coloniale, ou encore les errements de la SFIO et du PCF face à la montée du fascisme, méritent par exemple d'être lues attentivement et méditées. On se contentera pour notre compte de revenir en quelques mots sur le clivage entre orientations réformistes et révolutionnaires, dont le récit de Guérin montre l'importance politique sans pour autant tomber dans une phraséologie révolutionnariste aussi

creuse qu'impuissante.

Le livre rappelle ainsi, s'il le fallait, que ce clivage porte moins sur le programme défendu dans telle ou telle conjoncture que sur la méthode politique. Ce qui a toujours caractérisé les courants réformistes, c'est moins la modération programmatique que la crainte suscitée par tout mouvement social autonome des institutions et des partis institutionnels, autrement dit une profonde défiance à l'égard de l'auto-organisation populaire. Dès lors, définir une politique révolutionnaire suppose moins de disposer d'un programme qui contiendrait une dose de radicalité supérieure à tel autre, ou de mots d'ordre qui distingueraient une fois pour toutes les révolutionnaires des réformistes, mais de penser, dans une situation donnée, les conditions d'un aiguïsement et d'une convergence des luttes existantes, mais aussi les formes de contre-hégémonie et de cristallisation politique, jusqu'à l'émergence d'un pouvoir alternatif à celui des classes dominantes.

Une telle situation de double pouvoir, autrement dit de crise révolutionnaire, ne peut advenir à l'évidence que lors de moments passagers de crise politique aiguë et d'offensive des classes populaires, éclatant au terme de périodes, souvent durables, de moindre combativité qui doivent également être pensées par les révolutionnaires, tant l'incapacité à prendre au sérieux ces conjonctures de reflux peut vouer à l'isolement ou à l'aventurisme. De ce point de vue, la séquence décrite et analysée par Guérin est riche d'enseignements, voyant se succéder l'apathie politique des classes dominées du début des années 1930, la tentative d'insurrection préfasciste du 6 février 1934, une contre-offensive unitaire du mouvement ouvrier le 12 février dans la rue, l'alliance électorale entre la SFIO, le PCF et un parti bourgeois (le parti radical et radical-socialiste), l'explosion sociale de mai-juin 1936, et enfin l'expérience gouvernementale de front populaire, plombée dès l'amorce par une logique de collaboration de classe.

Comme y insiste Guérin, les directions de la SFIO et le PCF n'ont à aucun moment cherché à s'appuyer sur la force propulsive du mouvement de grève de mai-juin 36, et encore moins à encourager les travailleurs

à engager une lutte pour le pouvoir. Si la révolution a alors été « manquée », pour reprendre le titre de l'ouvrage, c'est essentiellement qu'a manqué une force politique radicale et agissant au cœur des mouvements populaires, non pour s'y substituer mais pour les stimuler, capable d'accélérer le temps politique et de déplacer les lieux de pouvoir, des conseils d'administration, cabinets ministériels et autres assemblées parlementaires vers les places publiques, ateliers et bureaux. Cette absence, inévitable au terme des processus de bureaucratisation du PCF et de la SFIO, rendait impossible de poser la question du pouvoir autrement que dans les termes d'une alternance paisible et d'un échange pacifié avec une bourgeoisie pourtant sur le recul après le mouvement de mai-juin.

## POUR (NE PAS) CONCLURE

L'affaiblissement contemporain des partis réformistes et le fossé creusé avec les mouvements sociaux ont des effets contradictoires, ouvrant des possibilités aux révolutionnaires tout en abaissant le niveau d'organisation, de confiance et de politisation du prolétariat. Ce faisant, nous sommes contraints de repenser à nouveaux frais de vieilles questions : comment demeurer disponible à l'inattendu et maintenir une perspective révolutionnaire dans une conjoncture de recul, sans sombrer dans un sectarisme visant simplement l'autoreproduction organisationnelle ? A travers quelles initiatives et expériences peut-on contribuer à accroître les capacités d'organisation collective des subalternes ? Comment favoriser des sauts qualitatifs entre la résistance aux agressions du capital, la révolte consciente contre le système capitaliste et la lutte pour le pouvoir ? La démarche de Daniel Guérin, tentative de synthèse entre les apports de différents mouvements d'émancipation et courants politiques, constitue un excellent guide pour poser ces difficiles questions, qui méritent autre chose que des réponses dogmatiques. □

1 Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Marseille, Agone, 2013.

2 Citons notamment Jacques Kergoat, *La France du Front populaire*, Paris, La Découverte, 2006 [1986] ; Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*, Pantin, Les Bons Caractères, 2006 [1986]. Pensons également aux articles de Léon Trotsky compilés dans le recueil *« Où va la France ? »* (Les Bons Caractères, 2007).



# Pollution de l'air : le capitalisme socialise les pertes... même en vies humaines

PAR FRANK CANTALOUPE

Des pics de pollution de plus en plus fréquents... Ici, sur le périphérique parisien. Photothèque rouge/JMB.

**L**es yeux piquent, le nez coule, le souffle est court. Encore un pic de pollution de l'air, contre lequel Ségolène Royal a plus que tardé à prendre des mesures comme la gratuité des transports en commun et la circulation alternée, élections départementales obligent.

Mais les pics de pollution, qui devraient être beaucoup plus fréquents avec le réchauffement climatique, ne sont que la pointe de l'iceberg de la pollution atmosphérique.

Selon l'Institut de veille sanitaire et son programme de surveillance Air et santé, « 95 % de l'impact sanitaire de la pollution de l'air est provoqué par la pollution de tous les jours ». La Commission européenne avait chiffré à 42 000 morts prématurées en France, et 386 000 en Europe, l'impact sanitaire des seules particules fines. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une agence de l'OMS, classe depuis 2013 la pollution de l'air dans la catégorie « cancérigènes certains ». La liste des maux de la pollution aérienne est longue : asthme, bronchite chronique, cancer du poumon, accident vasculaire cérébral, infarctus du myocarde, ou problèmes placentaires. Des études récentes suggèrent même que le stress oxydatif cérébral peut favoriser une érosion des capacités cognitives (attention, mémoire de travail, etc.) et majorer l'anxiété.

rer l'anxiété.

Quant à ceux qui savent chiffrer le coût de nos vies, comme la Commission des comptes de l'économie et de l'environnement, ils estiment que le coût des dommages sanitaires de cette pollution (décès prématurés, hospitalisations, bronchites chroniques, journées d'activité restreinte...) se situe en France entre 20 et 30 milliards d'euros par an. Le capitalisme nous coûte cher !

Car quand les gaz de l'automobile, notamment diesel, et les rejets de l'industrie s'allient pour multiplier les méfaits de l'ozone et des particules fines au niveau de nos poumons, si quasiment rien n'est fait au quotidien pour lutter contre ces pollutions, c'est bien que nous sommes au cœur du moteur de profit du système capitaliste et productiviste.

Alors les mesures d'urgence ne suffisent pas. Il faut agir sur les causes pour éviter de nouveaux pics de pollution et surtout la pollution au quotidien. Ce n'est pas seulement lors des pics de pollution que les transports en commun doivent être gratuits, c'est tous les jours que la gratuité, les horaires, le maillage, la qualité, l'interfaçage des transports en communs publics doivent être au rendez-vous. C'est tous les jours que les déplacements doux, pistes cyclables, voies vertes, voies piétonnes, doivent être développés. Il faut sortir du diesel. Et plus largement, c'est toute l'organisation ca-

pitaliste de la société qui doit être revue. Le capitalisme stocke et déplace en tous sens sur les routes les marchandises pour son plus grand profit. La spéculation immobilière expulse les salariés toujours plus loin en périphérie des villes. Les capitalistes préfèrent les profits de l'industrie automobile et les bas coûts du transport routier au développement des transports en commun, du fer-routage ou du transport fluvial, puisqu'ils ne paient pas le coût de la pollution. Socialisation des pertes, y compris en vies humaines, et privatisation des profits.

Selon le Réseau Action Climat, le transport représente aussi près de 26 % des gaz à effet de serre (GES). En France comme en Europe, les émissions de GES liées au transport connaissent une progression quasi ininterrompue. Une augmentation de plus de 23 % depuis 1990. Alors qu'il faudrait diviser par quatre nos émissions de GES d'ici 2050 pour simplement « stabiliser le climat », on prévoit au minimum un doublement du trafic de personnes et de marchandises d'ici 2020 si rien n'est fait. Mais développer des transports sobres en carbone va à l'encontre de la logique du capitalisme.

Alors en cette année de Cop 21 autour du réchauffement climatique, un seul mot d'ordre : changeons le système, pas le climat. Cela nous aidera aussi à respirer ! □